

**Union européenne**



---

Délégation de la Commission européenne  
en République du Mali

**République du Mali**



---

Ministère des Affaires Etrangères  
et de la Coopération Internationale

# RAPPORT ANNUEL CONJOINT

**2007**

**Août 2008**

## RAPPORT ANNUEL CONJOINT 2007

1.	<b>Mise à jour de la situation politique, économique et sociale</b> .....	5
1.1.	Mise à jour de la situation politique.....	5
1.2.	Mise à jour de la situation économique .....	6
	Evaluation du processus de réforme .....	7
	Structure et situation des finances publiques:.....	8
	L'Accord de Partenariat Economique: .....	9
1.3.	Mise à jour de la situation de pauvreté et la situation sociale.....	9
2.	<b>Examen de la coopération passée et en cours</b> .....	10
2.1.	Secteurs de concentration et soutien macroéconomique .....	11
	2.1.1. Infrastructures .....	11
	2.1.2. Décentralisation - Appui institutionnel.....	12
	2.1.3. Appui aux politiques macroéconomiques.....	13
2.2.	Projets et programmes hors concentration.....	14
	2.2.1. Développement rural – Agriculture .....	14
	2.2.2. Environnement.....	15
	2.2.3. Hydraulique.....	15
	2.2.4. Culture.....	16
	2.2.5. Centre d'Information et de Gestion des Migrations .....	16
	2.2.6. Appui à l'Ordonnateur National .....	16
	2.2.7. Utilisation des ressources destinées aux acteurs non étatiques (ANE).....	17
2.3.	Utilisation de l'enveloppe B .....	17
	2.3.1. Sécurité Alimentaire .....	17
	2.3.2. Lutte contre la grippe aviaire .....	17
2.4.	Autres instruments .....	18
	2.4.1. SYSMIN .....	18
	2.4.2. Coopération régionale.....	18
	2.4.3. Lignes budgétaires .....	18
	2.4.4. ECHO.....	19
	2.4.5. Banque Européenne d'Investissement (BEI) .....	19
3.	<b>Cohérence Des Politiques (CDP)</b> .....	19
4.	<b>Stratégie conjointe UE-Afrique</b> .....	20
5.	<b>Coordination des bailleurs et harmonisation</b> .....	21
6.	<b>Dialogue dans le pays avec l'ON et les ANE, les autorités locales et les Parlements nationaux</b> .....	22
7.	<b>Conclusion</b> .....	23

## ACRONYMES

<b>ADERE</b>	Programme d'Appui au Développement des Régions du Nord
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AGEROUTE</b>	Agence de Maîtrise d'Ouvrage déléguée pour l'Entretien routier
<b>AEP</b>	Approvisionnement d'Eau potable
<b>ANE</b>	Acteurs Non Etatiques
<b>ANICT</b>	Agence Nationale pour l'Investissement des Collectivités Territoriales
<b>APE</b>	Accord de Partenariat Economique
<b>AR</b>	Autorité Routière
<b>ARIANE</b>	Appui et Renforcement des Capacités des Acteurs Non Etatiques
<b>AT</b>	Assistance Technique
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BET</b>	Bureau d'Etudes techniques
<b>BHM</b>	Banque de l'Habitat du Mali
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BSI</b>	Budget spécial d'Investissement
<b>CDD</b>	Chef de Délégation
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CE</b>	Commission Européenne
<b>CF</b>	Convention de Financement
<b>CG</b>	Coton graine
<b>CIGEM</b>	Centre d'Information et de Gestion des Migrations
<b>CMDT</b>	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
<b>CNSC</b>	Conseil National de la Société Civile
<b>CONFED</b>	Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED
<b>CRM</b>	Caisse de Retraite du Mali
<b>CSCR</b>	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
<b>CSLP</b>	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
<b>CT</b>	Collectivités territoriales
<b>DCE</b>	Délégation de la Commission européenne
<b>DNH</b>	Direction nationale de l'Hydraulique
<b>DSP</b>	Document de Stratégie Pays
<b>DSP-PIN</b>	Document de Stratégie Pays – Programme indicatif national
<b>ECHO</b>	Service d'Aide humanitaire de la Commission européenne
<b>ELIM</b>	Enquête légère intégrée auprès des Ménages
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté financière africaine
<b>FED</b>	Fonds européen pour le Développement
<b>FER</b>	Fonds à l'Entretien routier
<b>FLCE</b>	Fonds de lutte contre l'ensablement
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FONGEM</b>	Fédération des ONG européennes du Mali
<b>FRPC</b>	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
<b>GIFT</b>	Gestion informatisée financière et technique
<b>GSPC</b>	Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat
<b>IADM</b>	Initiative d'Annulation de la Dette multilatérale
<b>ITIE</b>	Initiative de Transparence des Industries extractives
<b>KFW</b>	Kreditanstalt für Wiederaufbau
<b>MAS</b>	Malnutrition Aigüe Sévère
<b>MNJ</b>	Mouvement des Nigériens pour la Justice
<b>OMC</b>	Organisation Mondiale du Commerce
<b>OMD</b>	Objectif du Millénaire pour le Développement

<b>ON</b>	Ordonnateur National du FED
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONG-PVD</b>	Organisation Non Gouvernementale – Pays en voie de Développement
<b>OSC</b>	Organisation de la Société civile
<b>PACAD</b>	Projet d'Appui à la Coordination des Actions de Développement dans les Régions du Nord du Mali
<b>PARAD</b>	Programme d'Appui à la Réforme Administrative et à la Décentralisation
<b>PACTEA</b>	Programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement
<b>PAGAMGFP</b>	Programme gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances publiques
<b>PARI</b>	Programme d'Appui régional à l'Intégration
<b>PASA-MALI</b>	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire – Mali
<b>PAVIA</b>	Programme d'Appui à la Valorisation des Initiatives artistiques
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PIR</b>	Programme indicatif régional
<b>PNSA</b>	Programme National de Sécurité Alimentaire
<b>PPAB</b>	Programme pluriannuel d'Appui budgétaire au CSLP
<b>PRMC</b>	Programme de Restructuration des Marchés Céréaliers
<b>PRSII</b>	Programme régional solaire phase 2
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RMP</b>	Revue à mi-parcours
<b>SCAP</b>	Stratégie Commune d'Assistance Pays
<b>SDR</b>	Service des données routières
<b>SIFOR</b>	Système d'Information Forestier
<b>SOTELMA</b>	Société de Télécommunications du Mali
<b>SYSMIN</b>	Mécanisme de stabilisation des prix qui garantissent les recettes des exportations des pays ACP pour les produits miniers
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>TV</b>	Tranche variable

## RAPPORT ANNUEL CONJOINT 2007

### 1. MISE A JOUR DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE

#### 1.1. Mise à jour de la situation politique

Les élections présidentielles et législatives de 2007 ont confirmé la stabilité politique du pays. Ainsi, le Président de la République, Amadou Toumani Touré a été réélu avec une très grande majorité (70,9% des voix) dès le premier tour en avril, résultat qui n'a pas été contesté par l'opposition. Les élections législatives ont donné une large majorité aux partis qui soutiennent le Président. Les deux scrutins ont été globalement corrects selon les missions d'observation électorale, bien qu'il existe encore beaucoup de problèmes techniques, notamment au niveau du fichier électoral. Le gouvernement a entamé un programme pour améliorer la fiabilité du fichier électoral et de l'état civil. Un nouveau gouvernement a été installé en octobre 2007 et chargé de la mise en oeuvre du programme du président. Un nouvel élément est l'établissement d'une opposition plus marquée dans l'Assemblée nationale.

Les troubles dans la Région de Kidal au Nord du pays se sont encore manifestés au cours de cette année 2007. Malgré les Accords d'Alger signés en juillet 2006, qui donnaient les termes de réintégration des déserteurs et ont fixé un cadre pour la relance du développement dans ces régions, une frange des rebelles a repris les armes en mai 2007, se disant insatisfaits des lenteurs dans la mise en place des programmes de réinsertion prévus dans les Accords. Les nouveaux rebelles coopèrent avec la rébellion du Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ). Le gouvernement malien poursuit sa politique de négociations tout en ayant renforcé, dans les limites de ses moyens, la présence militaire sur le terrain. Une proposition malienne d'une conférence des pays sahélo-sahariens pour résoudre les conflits de cette zone attend encore le soutien d'autres acteurs clés. Des événements récents semblent aussi confirmer une présence continue d'éléments armés djihadistes dans cette zone. Finalement, il est inquiétant de voir que les trafics qui nourrissent ces violences tendent à croître, notamment celui de la drogue (cocaïne).

Les relations avec l'Union Européenne ont été marquées par la finalisation de la programmation du 10<sup>ème</sup> FED, le dialogue renforcé sur les questions des migrations et la poursuite des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Afrique de l'Ouest. Si la programmation du 10<sup>ème</sup> FED a été conclue positivement, la mali ayant bénéficié d'une tranche incitative gouvernance de 25%, les questions des migrations peuvent créer certaines incompréhensions notamment concernant le traitement des migrants clandestins. Afin de montrer une approche positive envers le phénomène migratoire, la Commission, le gouvernement malien, la France, l'Espagne et la CEDEAO ont signé une Déclaration conjointe le 8 février 2007 afin de lancer la création d'un Centre d'Informations et de Gestion des Migrations (CIGEM) à Bamako. Le CIGEM aura notamment la vocation de répondre à la demande d'orientation des jeunes Maliens en quête d'un emploi ou d'une formation au Mali, dans la sous région ou en Europe. La mise en oeuvre des engagements gouvernance du gouvernement dans le cadre du plan d'action lié au 10ème FED a commencé par la préparation d'un projet de loi sur la famille et sur l'abolition de la peine de mort. Sur les deux questions, une opposition nette et ferme existe dans la société malienne.

Dans le domaine de l'intégration régionale et des négociations de l'APE entre la CEDEAO + la Mauritanie et l'UE, le Mali reste favorable à la conclusion d'un accord complet et compatible aux engagements des deux parties à l'OMC, bien qu'il n'ait pas été possible de conclure d'accord avant la fin du régime préférentiel commercial de l'Accord de Cotonou, le 31 décembre 2007.

## 1.2. Mise à jour de la situation économique

Le Mali a connu un taux de croissance économique moyen de 5,1% sur la période 2002 - 2006, contre un objectif de 6,7% énoncé dans le CSLP et un taux moyen de croissance de 3% enregistré dans le reste de la zone UEMOA. L'inflation est restée faible (en moyenne 1,4%). Les critères de convergence de l'UEMOA ont été respectés, à l'exception du taux de pression fiscale (qui, à 14,9 % du PIB, est en dessous de l'objectif de 17 % du PIB) et du solde du compte courant extérieur hors dons (voir annexe). La mise en œuvre de l'IADM<sup>1</sup> a été effective en 2006 et le Mali a bénéficié d'une annulation de la dette multilatérale de 1085,2 milliards de FCFA (64,7 milliards ont été consentis par le FMI ; 314,5 milliards par la BAD et 706,0 milliards par la Banque Mondiale).

Au plan sectoriel, la croissance de l'économie malienne reflète le dynamisme du secteur secondaire, tiré par les mines et du secteur tertiaire des services, notamment le commerce, les télécommunications et les services financiers. Le secteur tertiaire est devenu la première composante de l'économie (38,3 % du PIB aux coûts des facteurs en 2006), suivi du secteur primaire (37,5 % du PIB), dont la contribution au PIB baisse depuis plusieurs années. Le secteur secondaire reste modeste, avec moins d'un quart de contribution au PIB. Le secteur informel est prépondérant (près de 63 % du PIB en 2006).

Le taux de croissance 2007 serait nettement inférieur au taux de 4.3% anticipé en juillet 2007 et se situerait plutôt à 1,5% selon des chiffres récemment annoncés par le FMI. Ceci reflète la baisse de la production des céréales et des principales productions d'exportation (notamment le coton).

La production **cotonnière** de la campagne 2006-2007 avec 414.965 tonnes de coton graine (CG) contre 600.100 tonnes en 2005-2006 montre une nette diminution. Le prix d'achat du CG aux producteurs a été de 160 FCFA/Kg pour le coton de 1<sup>er</sup> choix, ce prix n'a pas été révisé pendant la campagne. La diminution importante de la production s'explique par des raisons climatiques mais également par un désengagement des producteurs vis-à-vis du coton. Pour preuve, les objectifs de productions pour la campagne 2007-2008 sont de seulement 247.584 tonnes. Ce désengagement s'explique essentiellement par leur situation de surendettement liée d'une part à la baisse du prix d'achat du coton graine et d'autre part, à la hausse du prix des intrants et suite aux incertitudes sur la privatisation de la CMDT. La reprise des cours mondiaux pour la campagne 2008-2009 et la mise en place d'un fonds de soutien des prix avec l'appui de la Commission européenne à ce secteur devraient rassurer les producteurs sur la poursuite de la filière coton au Mali.

En 2007, la production du **secteur aurifère** a atteint 55,753 tonnes et les recettes d'exportation de l'or s'élevaient à 520 milliards de FCFA, consolidant la place de l'or dans les exportations du pays. En effet, les recettes d'exportation du coton fibre représentaient en 2007 le quart (109 milliards de FCFA) des recettes d'exportation d'or. La production de l'or a connu des difficultés techniques en 2007, ce qui explique la baisse des recettes d'exportations de l'or (-10 %). Selon les projections des services du FMI, le cours de l'or est prévu à la hausse (+ 5 % par an) sur la période 2008-2010. Toutefois, si l'impact de ce secteur sur les comptes extérieurs s'avère capital, force est de reconnaître sa faible incidence sur l'activité nationale, car l'essentiel de la valeur ajoutée générée échappe aux opérateurs nationaux.

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a été modérée en 2007 (2 %) et pourrait se stabiliser autour de 2,5 % en 2008 -2010. Le Gouvernement devra cependant renforcer le programme national sécurité alimentaire, afin de contenir les tensions observées sur certaines denrées alimentaires au dernier trimestre de 2007<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Initiative d'annulation de la dette multilatérale

<sup>2</sup> Voir Annexe n°1, tableau n°1

Nonobstant ces résultats appréciables, l'économie malienne se caractérise par sa grande vulnérabilité à l'évolution des termes de l'échange, aux conditions climatiques et aux risques pays (bien qu'en diminution avec le retour progressif de la paix en Côte d'Ivoire). Les perspectives économiques<sup>3</sup> à moyen terme sont moins bonnes que prévues. Selon les prévisions des services du FMI, le taux de croissance variera entre 4,8 % et 5,4 % en 2008-2010. Elles confirment les résultats des simulations faites à l'aide du Modèle T-21 par la Cellule de Prévisions Macroéconomiques du Mali (4 à 6 % de croissance par an sans mesures vigoureuses pour stimuler la croissance).

Le Gouvernement du Mali est en train de finaliser sa stratégie d'accélération de la croissance. Ce cadre lui offre l'opportunité de hiérarchiser ses objectifs et de se concentrer sur les priorités majeures, en vue d'atteindre une croissance forte et diversifiée, nécessaire pour la réduction de la pauvreté. Il s'agira d'accroître raisonnablement les investissements publics, afin de réduire les coûts des facteurs<sup>4</sup> de production très élevés, et ainsi améliorer la rentabilité de l'investissement privé. Les actions qui mériteront d'être encouragées sont (i) les investissements de base (énergie, transports, technologies de l'information et de communication, développement des ressources humaines) ; (ii) les réformes structurelles, notamment la stabilisation et la réforme du secteur coton, afin d'éviter un désengagement brutal des producteurs de la culture du coton ; (iii) le développement du secteur privé, (iv) la poursuite de la réforme du secteur financier, (v) la promotion de la bonne gouvernance et (vi) la coordination économique et la gestion des risques.

**Evaluation du processus de réforme:** En octobre 2007, le Conseil d'Administration du FMI a conclu favorablement la Sixième et dernière revue de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) avec le Mali. Les Administrateurs ont noté la consolidation de la stabilité macroéconomique, soutenue notamment par la poursuite d'une politique budgétaire prudente. Cependant, ils ont exprimé leur préoccupation sur l'accroissement des exemptions fiscales. S'agissant des réformes, certaines mesures envisagées n'ont pas été exécutées, mais les autorités du Mali ont fait des progrès dans la privatisation du secteur coton et ont l'intention d'accélérer les réformes en 2008. La situation du secteur bancaire s'est globalement améliorée et la situation financière de la Banque de l'Habitat du Mali (BHM) s'est stabilisée. Les Administrateurs ont encouragé les autorités maliennes à redoubler d'efforts pour la réforme du secteur financier, l'amélioration de l'environnement des affaires et la réforme de la Caisse de Retraite du Mali.

En perspective à l'accélération de la croissance sur la période 2008-2012, le Gouvernement du Mali s'est engagé à approfondir et à accélérer les réformes structurelles et la privatisation des entreprises publiques. Des efforts sont attendus dans les domaines suivants :

**La poursuite de la réforme du secteur coton.** La réforme de la CMDT sera achevée en 2008 et une nouvelle stratégie de développement du secteur coton sera élaborée et mise en œuvre pour relancer la rentabilité de cette culture. En effet, en octobre 2006, le Conseil des Ministres a approuvé le schéma opérationnel de privatisation de la CMDT, qui se fera par la création de quatre sociétés filiales dans les zones d'intervention et la répartition du capital de chacune de ces sociétés à raison de 61 % pour l'opérateur de référence, 20 % pour les producteurs, 17 % pour l'Etat et 2 % pour les travailleurs. Au delà de la privatisation de la CMDT, un effort de diversification agricole sera entrepris dans la zone cotonnière.

**La distribution et la sécurisation des terres.** Afin d'attirer les gros investisseurs et les petits exploitants agricoles, le Gouvernement a adopté la Loi d'Orientation Agricole et s'est engagé à

---

<sup>3</sup> Voir la Sixième revue du FRPC du FMI, Octobre 2007.

<sup>4</sup> Les coûts de facteurs de production (énergie, transports, taux d'intérêt et télécommunications) sont relativement élevés.

définir les modalités d'attribution et de jouissance des terres. Ces mesures devront engendrer de nombreuses activités génératrices d'emplois et de revenus.

**La restructuration de la BHM.** Le Gouvernement a effectué en novembre 2005 une recapitalisation de la BHM pour 22 milliards de FCFA. Pour mener à terme le plan de restructuration de la banque et réussir à attirer les investisseurs privés, un nouveau Président Directeur Général a été nommé et un comité de suivi a été installé. Le Conseil d'Administration de la BHM a été renouvelé, assisté de deux experts indépendants. Grâce à l'apport du pool bancaire, la trésorerie de la banque s'est améliorée.

**La privatisation de la Société de Télécommunications du Mali (SOTELMA), de la Banque Internationale du Mali (BIM) et de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP)** est envisagée en 2008 et l'octroi d'une troisième licence de téléphonie mobile en 2009.

**L'amélioration de l'environnement des affaires :** Plusieurs mesures sont envisagées, notamment l'aménagement des zones industrielles, l'amélioration du fonctionnement des tribunaux de commerce, la relecture du code de travail et l'élaboration et la mise en œuvre de la loi d'orientation du secteur privé.

**La réforme de la Caisse de Retraite et l'Institut national de prévoyance sociale (INPS).** Le Gouvernement a réalisé l'audit institutionnel et financier de ces deux institutions. Les recommandations de ces deux audits, en vue d'améliorer leur gestion, seront mises en œuvre avec l'appui financier du Projet de Développement du Secteur Financier.

**La réforme du secteur financier :** Elle sera poursuivie pour élargir la gamme de produits financiers et les institutions de micro crédit seront redynamisées afin de réduire les risques fiduciaires. Le Gouvernement entend donner une nouvelle impulsion à cette réforme à travers l'assistance du FMI et de la Banque Mondiale, et en étroite collaboration avec les représentants du secteur privé et des institutions financières.

**Le renforcement des mécanismes de suivi- évaluation du CSCRP:** Conscient des défis à relever, le Gouvernement est en train de renforcer le dispositif de coordination de la gestion économique. Mais il lui faudra un éventail de compétences (des experts en transport, économie, économie de la santé, éducation, agronomie, industrie, tourisme et artisanat, ..) pour renforcer les capacités organisationnelles et en ressources humaines du dispositif de pilotage stratégique et de coordination de l'économie. Ainsi, les faiblesses identifiées dans l'exécution et le suivi évaluation du CSLP selon les normes et les bonnes pratiques, seront relevées. En somme, l'objectif stratégique est de sélectivement s'engager sur les axes structurants et de développer les capacités institutionnelles pour atteindre les résultats envisagés.

**Structure et situation des finances publiques:** En 2007, le budget de l'Etat accuse un déficit global, base ordonnancement et hors dons de 8,5% du PIB. Le recouvrement des recettes budgétaires a été en deçà des prévisions d'un montant équivalent à 1 % du PIB. Les recettes fiscales représentent 15% du PIB et ont chuté de 0,3% du PIB par rapport à l'année 2006. La pression fiscale reste en dessous de l'objectif communautaire fixé à 17%. Dans cette optique, l'optimisation des recouvrements et l'élargissement de l'assiette fiscale constituent un défi pour le Gouvernement surtout dans un contexte de démantèlement progressif des tarifs douaniers inhérents à la négociation de partenariat économique.

En termes du PIB, les dépenses de fonctionnement sont assez stables et se situent entre 11,9 % et 13,5 % du PIB. Il est cependant souhaitable de poursuivre la restructuration de ces dépenses, en vue de l'amélioration de l'allocation des ressources aux priorités, notamment les investissements publics. Ceux-ci, à hauteur de 12,6 % du PIB en 2007, sont prévus à la baisse sur la période 2008-2010, ce qui serait contreproductif au regard de lourds handicaps (coûts de facteurs de production très élevés) que le Mali doit relever pour attirer les investisseurs privés. Grâce à l'IADM, le poids de la dette extérieure du Mali s'est nettement allégé (23 % du PIB, contre près de 50 % en 2005).



Il est estimé à 22,6 % du PIB en 2007, suite à un emprunt exceptionnel (non concessionnel) pour le financement d'un générateur électrique par l'Etat. Le service de la dette extérieure, en termes du PIB, continuera à baisser, reflétant une politique prudente d'endettement observée par le Mali.

Concernant **la situation monétaire**, la position nette du gouvernement auprès du système bancaire reste forte, avec 124,6 milliards de FCFA de dépôts en décembre 2007 (contre 128, 2 milliards en décembre 2006). Le crédit à l'économie a été resserré en 2007 (+10,3 % en 2007, contre 11,5 % en 2006) et devra davantage l'être en 2008 (3,2 %). Cependant, cette politique ne faciliterait pas l'accélération de la croissance économique au Mali.

**La position extérieure du Mali** s'est sensiblement dégradée en 2007. La balance commerciale, qui était excédentaire en 2006 (2,6 % du PIB) après plusieurs années de déficit, est redevenue négative (-1,1 % du PIB en 2007). Ceci reflète la baisse des exportations en valeur de l'or (-10,3 %) et du coton (-23,2 %). Le déficit du compte courant hors dons a été réduit à 8,1 points de PIB, contre 8,7 % du PIB en 2006. Les réserves de change plafonnent autour de six mois d'importations des biens et services.

**L'Accord de Partenariat Economique:** Dans le processus de négociation de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest, le Mali a maintenu sa position favorable aux APE. La Société civile malienne s'est mobilisée contre la signature d'un APE. Parmi les craintes exprimées, figuraient les potentiels impacts négatifs sur le secteur agricole et sur les industries naissantes maliennes ainsi que les pertes de recettes douanières. Un effort pour disséminer les informations pertinentes sera entrepris en 2008. Sur financement FED, deux études ont été menées afin d'évaluer l'impact de l'APE sur l'économie du Mali. La première étude traite de l'impact de l'APE sur les recettes douanières et la fiscalité intérieure. Elle révèle que, dans la perspective d'un démantèlement progressif sur 12 ans, l'effet sur les recettes douanières peut être compensé par un élargissement de l'assiette de la TVA et des impôts directs. En 2007, des simulations sur différents scénarios de démantèlement tarifaire ont été faites à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable et des formations au modèle ont été conduites au profit des agents de l'administration malienne. La deuxième étude concerne le développement du secteur privé au Mali. Elle identifie des recommandations d'un niveau stratégique par rapport aux défis à relever par l'économie malienne pour profiter d'une ouverture des marchés CEDEAO et européen dans le contexte de l'APE.

### **1.3. Mise à jour de la situation de pauvreté et la situation sociale**

Selon l'ELIM<sup>5</sup>, fondée sur la nouvelle approche du coût des besoins de base, la situation économique et sociale au Mali reste très difficile pour les pauvres. Bien qu'en diminution de 8 points, passant de 56 % en 2001 à 47 % de la population en 2006, la population pauvre a augmentée de 3 %, passant de 5,687 millions en 2001 à 5,841 millions en 2006. En effet, la population (12,3 millions en 2006) croît encore plus vite. Elle est essentiellement composée de jeunes (47,8 % ont moins de 15 ans) et des ruraux (70 %). Selon les récentes simulations basées sur le Modèle T-21 du Mali, en dépit des progrès importants réalisés dans les OMD, deux objectifs seulement pourront être atteints à l'horizon 2015. Il s'agit de l'eau potable dont le taux d'accès était de 67,4 % en 2006 ; du renversement de la tendance du VIH/SIDA, qui est réduite à 1,3 % en 2006. Mais les progrès sont lents dans la lutte contre les autres maladies, notamment le paludisme.

---

<sup>5</sup> L'enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM)

Des progrès sont attendus dans l'amélioration du taux brut de scolarisation et le rapport Filles/Garçons à l'école primaire (75 % en 2006, contre 62,4 % en 2001); ainsi que le taux brut de scolarisation des filles (65,1 % en 2006 contre 52,1 % en 2001). Toutefois, la proportion de la population de 6 ans et plus, sans instruction, est encore très élevée (67,1% en 2006, contre 79,4 % en 2001) à cause des progrès lents dans l'alphabétisation. Les objectifs ciblés seront difficilement atteints à l'horizon 2015, car le Mali doit faire face à «la loi de rendements décroissants» : la formation des maîtres, la construction des écoles dans les villages enclavés et la gestion du système scolaire, sont de véritables défis à relever. Les chances d'atteindre les autres objectifs en 2015 restent faibles, notamment la réduction de l'incidence de la pauvreté en dessous de 35 pour cent de la population, la baisse à 80 pour mille du taux de mortalité juvénile, et le pourcentage de la population vivant dans un rayon de 5 km d'un centre de santé (51 % en 2006).

Les taux de malnutrition restent critiques dans l'ensemble du pays avec des régions qui se situent dans des seuils d'urgence. Les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) de 2006 montrent une moyenne nationale de Malnutrition Aigue Globale (MAG) pour les enfants de moins de 5 ans de 13,3% (avec des régions avec 24%) et une moyenne de 3% pour la Malnutrition Aigue Sévère (MAS), des taux qui montrent une dégradation de la situation nutritionnelle.

Le Gouvernement a élaboré l'initiative d'accélération des OMD dans 166 communes les plus vulnérables du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA). Il s'agit d'identifier des actions permettant aux populations de ces communes de satisfaire leurs besoins de base. Ces communes, structurellement déficitaires sur le plan de la sécurité alimentaire, comptent deux millions d'habitants, répartis dans 2855 villages. Cette initiative capitalise l'expérience des nombreuses actions déjà entreprises dans le cadre des OMD, mais appliquera essentiellement l'approche concrète et transectorielle de lutte contre la pauvreté, mise en œuvre par le PNSA et le Projet Villages du Millénaire. La situation d'emploi reste difficile, car les efforts de création d'activités génératrices d'emplois et de revenus et plus particulièrement pour les femmes et les jeunes sont insuffisants au regard de la demande de plus en plus forte. Le gouvernement envisage d'intensifier les efforts dans ce domaine pour alléger la pauvreté sur les couches les plus vulnérables.

## 2. EXAMEN DE LA COOPERATION PASSEE ET EN COURS

En 2007, pour les projets FED en cours (y compris projets régionaux, enveloppe B et engagements individuels régionaux), les décaissements s'élèvent à 126,2 M€ (tous FED confondus). Le PIN Mali 9<sup>ème</sup> FED est totalement engagé.

	Réalizations en 2007 (en €) (y compris régionaux)			Exécution 9 <sup>ème</sup> FED-Mali au 31-12-07 <b>(Données consolidées)</b>
	7 <sup>ème</sup> FED	8 <sup>ème</sup> FED	9 <sup>ème</sup> FED	
<b>Engagement global</b>	0	0	49.148.132	458.183.608
<b>Engagements secondaires</b>	1.871.940	9.055.268	57.857.961	382.221.654
<b>Décaissements</b>	3.456.895	11.672.478	111.080.996	317.117.903

## 2.1. Secteurs de concentration et soutien macroéconomique

### 2.1.1. Infrastructures

Le Mali, vaste pays enclavé, ne possède pas d'accès maritime. Le CSLP et sa révision ont identifié la faiblesse des infrastructures de transport comme une contrainte majeure au développement. Outre la nécessité de désenclavement intérieur et extérieur, le Mali a adopté une politique sectorielle volontariste dès 1993 (revue en 2004 et 2007) pour mener les réformes visant au recentrage de la mission de l'administration sur son rôle de régulateur et pour disposer à terme d'un système d'entretien routier moderne et efficace.

La mise en œuvre des projets<sup>6</sup> financés sur les 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> FED est très avancée. Les taux d'engagement fin 2007 sont de 98,6 % pour les CF du 9<sup>ème</sup> FED et de 98,7 % pour la CF 8<sup>ème</sup> FED. Les déboursements ont atteint 66,4 M€ pour les trois CF actives en « transports ». Ces chiffres sont principalement générés par les importants chantiers routiers 9<sup>ème</sup> FED en cours et totalisant 642 Km de bitumage.

Concernant **l'évolution du réseau**, 2007 a vu l'ouverture des tronçons de Diéma-Nioro (corridor de Nouakchott) et de Gao-Ansongo (corridor de Niamey). La finalisation de la dernière section Didiéni-Diéma (corridor de Dakar) a pris du retard (~ 8 mois) et devrait s'achever en mars 2008. Le tronçon Kati-Kita (cofinancement KFW + budget national) prévu comme liaison de désenclavement intérieur a été reclassé comme section de l'axe international Bamako-Dakar par le Sud nécessitant un changement de gabarit avec des surcoûts importants<sup>7</sup>. Les reliquats de la CF 8<sup>ème</sup> FED ont permis par ailleurs la construction de 2 postes de péage-pesage. Les réalisations routières du 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> FED se sont révélées extrêmement pertinentes au vu de la crise ivoirienne qui a duré plus de 5 années asphyxiant le Mali dont le principal axe d'approvisionnement était la Côte d'Ivoire. La création du couloir alternatif économiquement valable de Dakar était et reste stratégique. Côté appuis institutionnels, les actions sont ciblées sur (i) le Service des données routières (SDR) ; (ii) l'AGERROUTE ; (iii) la régulation des transports (DNTTMF). Le Programme de Formation des acteurs publics et privés de l'entretien routier a démarré en avril 2007. Après un retard observé à la mise en place de la mission, le programme a pris sa vitesse de croisière. Néanmoins, des difficultés sont à noter quant à la participation des agents ciblés de l'administration à ces formations.

Un volet **d'actions complémentaires** (~ 3 M€) sur les thèmes sécurité routière et prévention VIH/Sida dans le secteur du transport a démarré en mars 2007 sur base de 4 contrats de subvention établis avec des ONG locales. Concernant la sécurité routière, l'autorité nationale commence à mesurer l'ampleur du défi et a lancé des campagnes de sensibilisation surtout à l'adresse des jeunes.

Les **progrès institutionnels** sont réels. Les réformes menées plus lentement qu'initialement prévu ont permis la mise en place des structures indispensables. Le financement de l'Autorité Routière se fait par des dotations budgétaires et les redevances d'usage routier. Le budget du FER de 6,1 Mrds FCFA en 2003 est passé à 11 Mrds en 2007. Les transferts effectifs du budget national (BSI) restent cependant aléatoires car soumis à la trésorerie sous contrainte permanente ; ceci a eu un impact lourd sur les réalisations d'entretien pendant l'exercice 2007. Fondamental pour un FER de 2<sup>ème</sup> génération, les ressources propres devraient remplacer les dotations budgétaires qui restent cependant très majoritaires (> 80%). Un acquis important a été le reversement direct des redevances d'usage routier sur les produits pétroliers sur le compte de l'AR à partir de novembre 2007. Les aspects primordiaux restant à consolider sont la sécurisation

<sup>6</sup> Appui au projet sectoriel des Transports (8 ACP MLI 6) – 101M€; Appui institutionnel et aménagement d'itinéraires (9 ACP MLI 12) – 78,75M€; Construction de la route bitumée Gao-Labbézanga (9 ACP MLI 13) – 66,58M€

<sup>7</sup> 10M€ ; 8 M€ RFP FED + Budget national

des ressources du FER par l'augmentation des ressources propres (continuation de l'implantation de péage et redevance sur les carburants à augmenter significativement), une programmation rationnelle des interventions d'entretien (SDR) et le respect des réglementations sur la charge à l'essieu (pesage). Sur ce dernier point, les autorités nationales ont démarré des programmes de sensibilisation et de familiarisation des usagers au système de péage/pesage. L'implication des transporteurs est essentielle pour obtenir des résultats tangibles. Au regard des problématiques relatives aux ressources du FER et aux charges à l'essieu, il y a une vision commune avec la BM et la BAD, les 2 principaux bailleurs dans le secteur au côté de la CE.

### 2.1.2. Décentralisation - Appui institutionnel

Engagée depuis 1992, la décentralisation est devenue effective depuis les élections communales de 1999 et la mise en place des Collectivités territoriales<sup>8</sup>. La CE est fortement impliquée dans ce secteur qu'elle a d'abord appuyé selon une approche projet, avant d'initier une nouvelle phase par le biais d'un appui budgétaire sectoriel qui s'est concrétisée en 2006 par les premières activités du Programme d'Appui à la Réforme Administrative et Décentralisation<sup>9</sup>. Son objectif global est d'appuyer le Programme de Développement Institutionnel complété par le Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation, dont il a repris les objectifs. L'avantage de cette approche est que les interventions concernent l'ensemble des pouvoirs publics maliens (administration centrale, déconcentrée et collectivités territoriales). Le 9<sup>ème</sup> FED apporte également un appui spécifique aux 3 régions du Nord<sup>10</sup> à travers le projet ADERE<sup>11</sup> qui se place dans la continuité du PACAD<sup>12</sup> et du PMR IV<sup>13</sup>. Il comporte 2 volets distincts mais liés: un appui aux assemblées régionales et un appui aux initiatives communautaires.

**La mise en œuvre du PARAD<sup>14</sup>** est *satisfaisante*. L'ensemble des mécanismes de suivi fonctionne de façon régulière. Le PARAD contribue à une meilleure coordination entre Ministères, à un renforcement du partenariat sur le plan local entre les collectivités territoriales et les services de l'Etat, à une appropriation de l'approche budgétaire basée sur les résultats et à un dialogue politique constructif. *La 1<sup>ère</sup> évaluation conjointe* des indicateurs est très satisfaisante avec 10 cibles d'indicateurs atteintes sur 11 (1 neutralisée en 2007). Le seul indicateur non atteint concerne la mise en service de 3 recettes perceptions contre 11 comme valeur cible. En dehors de cet indicateur le gouvernement du Mali et les collectivités territoriales montrent une volonté politique déterminée : 83% des sessions ordinaires tenues des conseils communaux pour une valeur cible de 60% ou encore 30 unités de l'administration informatisées pour une valeur cible de 24. *Sur le plan institutionnel*, le rapport final de *l'audit organisationnel et financier de l'ANICT* a été approuvé par l'ensemble des PTF<sup>15</sup> (09/2007). L'opinion des auditeurs est largement positive par rapport à l'organisation et la gestion de l'ANICT, les principales recommandations portent sur un renforcement des antennes régionales de l'ANICT et sur une amélioration de leur contrôle interne. Les recommandations sont en cours de mise en œuvre.

Concernant le Programme d'Appui au Développement des Régions du Nord ADERE. Un guide d'élaboration des schémas et de plans régionaux et locaux est disponible et le manuel de procédures sur les fonds communautaires devrait l'être prochainement (Alignement des procédures). La validation de ces outils a été particulièrement longue. Le travail sur les 8 plans

<sup>8</sup> 684 Communes rurales, 19 Communes urbaines, 49 cercles, 8 régions et le district de Bamako

<sup>9</sup> PARAD: Programme d'Appui à la Réforme Administrative et Décentralisation – 72M€ - CF signée 14/03/2006 (9ACP MLI 21)

<sup>10</sup> Régions de Tombouctou, Gao, Kidal

<sup>11</sup> ADERE Nord : Programme d'Appui au Développement des Régions du Nord- 6M€- CF signée le 14/08/2005 (9 ACP MLI 18)

<sup>12</sup> PACAD : Projet d'Appui à la Coordination des Actions de Développement dans les régions du Nord du Mali.

<sup>13</sup> PMR IV : Programme de Microréalisations

<sup>14</sup> CF signée 14/03/2006

<sup>15</sup> PTF : Partenaires Techniques et Financiers

stratégiques de développement est en cours de finalisation. Il est à souligner que l'appui institutionnel de l'équipe centrale d'ADERE a largement dépassé le cadre qui lui était demandé à la base (les régions du Nord) pour s'étendre à toutes les régions du Mali.

La concertation entre le gouvernement, la société civile et les bailleurs s'organise à travers le Panel de la décentralisation et du développement institutionnel, sous la présidence des Ministres de la Réforme de l'Etat et de l'Administration territoriale et des collectivités locales, ainsi qu'au sein de la concertation du groupe thématique de PTF « décentralisation et réforme de l'Etat » sous l'impulsion de la DCE en tant que chef de file. Sur base de ces concertations, les PTF estiment que la réussite de la mise en œuvre de la réforme de l'Etat demande une volonté politique forte de l'ensemble du Gouvernement. Une manifestation concrète de cette volonté a été la mise en place du FNACT et la création du Centre National de Formation des Elus. Le Comité de Suivi de la Réforme de l'Etat présidé par le Premier Ministre devrait se réunir régulièrement à partir de 2008.

Les principaux défis de la décentralisation et de la réforme de l'Etat en 2008 concernent i) la réforme de la gestion des ressources humaines (adoption du décret relatif aux incitations à la mobilité des fonctionnaires, adoption des cadres organiques des Ministères et de leurs services techniques déconcentrés, la création de la Direction des Ressources Humaines et la Restructuration de la Direction de la Fonction Publique), ii) la clarification des rôles/responsabilités entre les représentants chargés de la tutelle et les élus locaux, particulièrement entre assemblées régionales et gouvernorats, iii) la mise en œuvre effective du nouveau dispositif d'appui technique aux CTs et l'augmentation de la dotation financière de l'Etat dans le dispositif d'appui aux CT et iv) l'insuffisance persistante des ressources des CT (ressources fiscales, transferts de l'Etat) demande une définition précise des modalités pratiques des transferts de ressources aux CT.

### **2.1.3. Appui aux politiques macroéconomiques**

La mise en œuvre de l'appui budgétaire macroéconomique (PPAB) et du CSLP était globalement satisfaisante en 2007. Deux tranches du PPAB ont été déboursées (une TV de 11,3 M€ au 1er semestre et une TF de 5.75 M€ au 2nd semestre). Le taux de décaissement de la TV était de 79.1 % contre 78.8% en 2006. La revue finale du CSLP I (2002-2006) a eu lieu (06/2007). L'indice de la pauvreté a baissé de 68,3% en 2001 à 56% en 2006. Ceci constitue une évolution positive mais plus lente que prévue<sup>16</sup>. Le cadre macro-économique reste globalement stable. La 6<sup>e</sup> et dernière revue du FRPC du FMI a été conclue positivement (31/10/2007). Des progrès insuffisants dans les réformes structurelles du secteur financier ainsi qu'un prêt non concessionnel dans le secteur de l'énergie avaient retardé la conclusion de la revue. Les autorités maliennes ont manifesté leur intérêt d'un nouvel accord avec le FMI afin de soutenir le 2<sup>e</sup> CSLP (2007-2011).

L'évaluation conjointe des PTF du Programme gouvernemental pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des finances publiques (PAGAM-GFP) début 2007 était jugée globalement satisfaisante. Un plan d'action complémentaire au PAGAM-GFP a été élaboré afin d'améliorer la pertinence du PAGAM-GFP à la lumière des recommandations de l'évaluation PEFA effectuée fin 2006. Ces recommandations visaient à pallier des faiblesses identifiées notamment par rapport à la prévisibilité des plans de dépenses, à la crédibilité du budget, au suivi de l'exécution du budget sur des périodes intra annuelles ainsi qu'à l'accès du public aux principales informations budgétaires.

Au niveau sectoriel, les indicateurs de santé et d'entretien routier affichent des résultats en progression. Ainsi le Mali a dépassé les objectifs notamment pour le taux de vaccination DTCP3 (91% atteints contre un objectif de 80% dans le PPAB et de 75% dans le DSP) et le taux

---

<sup>16</sup> Pour rappel : objectif DSP 9<sup>e</sup> FED: de 63.8% en 1998 à 63% en 2002 et 47.5% en 2006

d'accouchements assistés (53% atteints contre un objectif de 44% dans le PPAB et de 50% dans le DSP).

D'un autre coté, on enregistre une timide progression des résultats des indicateurs d'éducation<sup>17</sup>. Le taux brut de scolarisation a atteint l'objectif de 74% retenu dans le PPAB mais le ratio élèves-maîtres (68 contre un objectif de 54) et le pourcentage des redoublants dans le 1<sup>er</sup> cycle (18,6% contre l'objectif de 16%) restent élevés. Ceci laisse supposer une qualité insuffisante de l'enseignement malgré la part substantielle et croissante du budget récurrent de l'éducation de base dans le budget de l'état (21,3% contre un objectif du PPAB de 18.6%). Par contre, l'allocation budgétaire au secteur de la santé reste inférieure aux objectifs fixés par le gouvernement (10.2% contre 11.5% dans le PPAB) et a même diminué par rapport à son niveau de 10.5% en 2002.

L'appui institutionnel s'est poursuivi en 2007 dans le cadre du PPAB, notamment avec des appuis techniques dans les domaines du budget, des statistiques, des finances publiques et du renforcement institutionnel de la cellule CSLP et du dispositif de son suivi. Des progrès ont aussi été réalisés en faveur d'un alignement des PTF autour des procédures nationales à travers la signature d'un Arrangement Spécifique relatif à l'appui budgétaire général en faveur du CSLP (signé le 18 juin 2007 entre le gouvernement et les PTF). Cet arrangement spécifique devrait favoriser le passage progressif vers l'appui budgétaire général et permettre ainsi l'alignement de l'aide sur les procédures nationales.

Malgré les résultats globalement positifs de l'appui budgétaire, des risques existent à plusieurs niveaux, à savoir l'évolution récente de la situation macroéconomique avec la révision vers le bas du taux de croissance pour 2007 à 1.5% et les perspectives de croissance à moyen terme très en deçà des prévisions du CSCR; la faiblesse du système de contrôle interne et externe des dépenses publiques et notamment l'absence d'une Institution Supérieure de Contrôle performante et indépendante et, de manière générale, les faibles capacités institutionnelles dans l'administration qui risquent de retarder la mise en œuvre de réformes préconisées.

## **2.2. Projets et programmes hors concentration**

### **2.2.1. Développement rural – Agriculture**

**Filière Coton:** La CF 'Appui à la réforme de la filière Coton' a été signé en 2007. Les conditionnalités de la 1<sup>ère</sup> TF<sup>18</sup> liées à la mise en œuvre du Chronogramme révisé du processus de réforme du secteur coton et de l'approbation du schéma de privatisation de la CMDT par le Conseil des Ministres, ont été remplies. Cette évaluation ne doit pas occulter la position financière très délicate dans laquelle se trouve la CMDT et l'opposition à la -privatisation des producteurs et du personnel de la CMDT. Les conditionnalités de la TV<sup>19</sup> ont été remplies au 31 décembre 2007, le décaissement des 5M€ de cette tranche permettra d'abonder un fonds de soutien des prix pour le même montant. La signature de la convention de délégation avec l'AFD est toujours en attente suite aux audits à effectuer et à l'absence de modèles approuvés de convention de délégation.

**Filière Riz :** Le programme a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2008 ce qui permettra de consolider les actions réalisées et de terminer l'informatisation des services de l'Office du Niger. En 2007, le Système d'Information Global de l'Office du Niger a été progressivement installé sur toutes les zones. Les travaux de réhabilitation du casier de Bokoy Wéré II ont été réceptionnés

---

<sup>17</sup> Cibles pour l'année 2007 de l'ABG font référence aux résultats de l'année scolaire 2004/2005. Les valeurs mentionnées sont donc les valeurs de cette année scolaire.

<sup>18</sup> TF = Tranche Fixe

<sup>19</sup> TV = Tranche Variable

définitivement. L'équipe en place à l'Office du Niger participe activement aux travaux préparatoires pour la programmation du 10<sup>ème</sup> FED. La Délégation a été très active dans la concertation des bailleurs animée par les Pays-Bas autour de l'Office du Niger. Dans ce contexte, l'AFD, la Banque mondiale, la KFW, les Pays-Bas et la CE travaillent sur une programmation commune autour du contrat-plan de l'Office du Niger. Un volet important de ce dialogue politique porte sur une meilleure gouvernance de l'Office avec une attention particulière pour une meilleure gestion de la ressource en eau.

### 2.2.2. Environnement

La CE finance actuellement peu d'actions de nature strictement environnementale, mais intègre, conformément aux textes nationaux et aux exigences de l'UE, le respect des préoccupations environnementales dans l'ensemble de ses appuis. Concernant le Programme de lutte contre la désertification<sup>20</sup>, l'évaluation à mi-parcours du programme (2006) a justifié la signature en 2007 d'un avenant de 1,5 millions €. En 2007, l'aboutissement de l'inventaire forestier opéré dans 3 régions du Nord et le système d'information forestier associé constituent un incontestable succès autour duquel seront coordonnées les initiatives des autres PTF. Le maître d'œuvre projette d'internaliser le Système d'Information Forestier SIFOR au rang de système officiel national. Une nouvelle approche FLCE (Fonds de lutte contre l'ensablement) sera tentée en 2008 au profit des communautés de base et des collectivités territoriales avec un appui technique conséquent sous la coordination de la Direction nationale de la conservation de la nature. Plusieurs volets du programme ayant faits preuves de mauvaise gestion technique et financière ont été fermés définitivement en 2007.

### 2.2.3. Hydraulique

Les interventions concernent les **projets PRSII**<sup>21</sup> (5M€) et **PACTEA**<sup>22</sup> (20,2 M€) issus de la RMP 9<sup>ème</sup> FED. Pour le PRS II, les travaux de la 1<sup>ère</sup> phase ont été réceptionnés sur la période avril-juin 2007 et ceux de la 2<sup>ème</sup> phase, attribués mi-2007, se termineront mi-2008.

Le PRSII permettra d'équiper 55 nouveaux centres d'AEP solaires et d'optimiser 148 centres d'AEP avec bornes fontaines assurant ainsi un accès sécurisé à l'eau pour environ 500.000 personnes en milieu très rural. En ce qui concerne le PACTEA, il vise l'équipement de 40 centres semi-urbains. Le démarrage de ce programme a été lent en raison du caractère « très » participatif de l'approche pour la détermination des centres à équiper. La règle N+3 fixée au 19/12/08 nécessite une accélération vive dans la mise en œuvre.

En ce qui concerne la Facilité Eau, 3 projets sont en cours à la fin 2007 pour un montant global de subvention de la CE de 5,2 M€ sur un total de 7,4 M€ (la différence provenant d'autres contributions). En outre, une CF a été finalisée sur base d'une proposition de la Direction Nationale de l'Hydraulique pour une subvention de 4,2 M€ sur 9,8 M€ (cofinancement KFW + budget national). L'**hydraulique** est un domaine qui a été décentralisé et pour lequel le transfert des compétences est en cours. C'est un des rares domaines pour lequel les OMD peuvent être atteints en 2015. La DNH, à travers ses services techniques implantés au niveau régional, a développé des outils d'appui/conseil aux maires et lancé des opérations de transfert de compétences. L'extension de la couverture d'approvisionnement en eau potable nécessitera une poursuite des efforts pour atteindre l'OMD. La pérennisation des installations reste un autre défi majeur vu les problèmes de recouvrement des frais d'exploitation et de maintenance des installations via le paiement du service de l'eau. La budgétisation régulière des remplacements d'équipement en fin de vie reste une préoccupation importante.

<sup>20</sup> 8 ACP MLI 021 CF du 18/12/2000 – 14M€

<sup>21</sup> PRSII : Programme régional solaire phase 2

<sup>22</sup> PACTEA : Programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement

#### **2.2.4. Culture**

Les résultats atteints par le programme PAVIA dans le secteur de la culture sont, très encourageants et permettent d'envisager une augmentation substantielle des fonds investis dans ce secteur. La portée économique et la dimension de lutte contre la pauvreté sont certainement les deux axes majeurs qui justifient cette position. Les compétences techniques et artistiques des organismes du Ministère de la culture et l'appui aux acteurs culturels sont renforcés. Les formations prévues (Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia, Palais de la Culture, Musée National, Institut National des Arts) ont été engagées pour plus de 50% courant 2007. Des manifestations culturelles pluridisciplinaires et de qualité ont été organisées, structurées et pérennisées. Les créations artistiques et le patrimoine culturel sont diffusés et valorisés. Tous les contrats de production de film sont signés et les fonds engagés (Ségou Fanga, Faro, Fanta Fanga). Un retard de mise en œuvre dans la construction des musées régionaux nécessitera cependant l'approbation d'un avenant à la CF afin d'assurer la finalisation des travaux. Des retards dans la production de deux films ont nécessité la prolongation de ces actions. La visibilité du programme est positive et très importante. Les conclusions du Monitoring de 2007 sont très positives.

#### **2.2.5. Centre d'Information et de Gestion des Migrations**

Suite au Plan d'action de Rabat sur "Migration et Développement" et à la Conférence UA-UE de Tripoli sur les migrations ( 2006) et dans le cadre de la définition d'une position commune en matière de migration par la CEDEAO, une rencontre à Haut niveau entre le Mali, la CEDEAO, l'Espagne, la France et la CE s'est tenue à Bamako le 8 février 2007. La Déclaration conjointe adoptée par les parties a notamment prévu la mise en place d'un projet pilote "Centre d'Information et de Gestion des Migrations (CIGEM)". Ce projet pourrait être répliqué dans d'autres pays de la CEDEAO. L'identification et l'étude de faisabilité du projet ont permis l'instruction du projet, pour lequel une enveloppe de 10M€ a été mobilisée sur le FED au niveau régional. La convention de financement a été signée le 24 octobre 2007. Une première assistance technique court terme a été mobilisée pour lancer le démarrage opérationnel du projet aux côtés du maître d'œuvre qui est le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de la Coopération Africaine. L'Espagne et la France sont engagées auprès de la CE pour la mise en œuvre du projet. Les premières activités du CIGEM seront lancées au courant du second semestre 2008, compte tenu des délais nécessaires à la création d'une nouvelle structure.

#### **2.2.6. Appui à l'Ordonnateur National**

La convention de financement en cours se terminera en mars 2008. Une nouvelle CF de deux millions d'Euros signée en décembre 2007 sur des fonds 9<sup>ème</sup> FED permettra de continuer les actions de renforcement et de soutien de la cellule d'appui à l'ordonnateur national (CONFED). La CONFED a renforcé en 2007 son rôle d'appui aux projets FED au niveau de la gestion contractuelle et financière (des formations ad hoc ont été conjointement organisées avec la DCE) ainsi qu'au niveau de la mise en œuvre des activités (préparation des DP, planification des activités). L'outil informatique Gestion informatisée financière et technique (GIFT) n'a pas entièrement rempli les objectifs poursuivis. Bien que les modules de suivi financier et contractuel soient utilisés par plusieurs projets et apportent une amélioration qualitative dans la gestion des projets, le module de suivi technique pour sa part n'est pas efficient et devra plus que probablement être abandonné. Le renforcement de l'effectif du personnel de la CONFED a contribué à améliorer sa performance.



### **2.2.7. Utilisation des ressources destinées aux acteurs non étatiques (ANE)**

L'objectif global du Programme ARIANE (7M€) est de renforcer la gouvernance, au niveau local, régional et national, permettant aux ANE d'une part une implication effective dans la définition des politiques publiques et d'autre part de soutenir leurs efforts déployés en matière de lutte contre la pauvreté. L'année 2007 a été très positive pour ce programme qui a vu les actions de soutien aux initiatives de base de la société civile prendre un réel envol avec un bon démarrage du volet renforcement de capacité. Par ailleurs une relecture de la stratégie de mise en œuvre du programme ARIANE (accompagnée d'une mission de backstopping du consultant) a permis une réorientation stratégique visant une plus grande implication des ANE dans le processus de gestion du programme et une meilleure appropriation des actions entreprises. Les attentes de la société civile sont très élevées et les réponses apportées par le programme sont accueillies favorablement par les associations faitières. Une évaluation externe à mi-parcours est prévue pour le premier semestre 2008.

## **2.3. Utilisation de l'enveloppe B**

### **2.3.1. Sécurité Alimentaire**

Jusqu'en 2001, la CE, avec les autres PTF, a apporté son soutien au gouvernement malien par le financement du dispositif de pilotage de la sécurité alimentaire, basé sur le Programme de Restructuration des Marchés Céréaliers (PRMC) aujourd'hui affaibli dans son opérationnalité. Un diagnostic souligne les problèmes qu'a rencontré le dispositif national pour répondre à la crise alimentaire de l'année 2005, notamment du fait de sa structure institutionnelle qui s'est complexifiée avec le temps et de distributions gratuites qui ont fragilisé les systèmes et les mécanismes déjà existants, sans compter les marchés de céréales.

La convention de financement du "Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire – Mali (PASA-MALI 3)" a été signée en 2007. Ce projet (2 M€) vise à la réduction de l'insécurité alimentaire à travers des actions de réhabilitation, de développement et de prévention ciblées sur les ménages décapitalisés par des crises alimentaires et sur les populations d'agriculteurs, d'agro-pasteurs et d'éleveurs dans les zones d'insécurité alimentaire structurelle ou en voie de fragilisation. Ce projet est complémentaire aux actions liées à la sécurité alimentaire financées sur les lignes budgétaires (recrutement de 2 assistants techniques en 2007 en charge d'appuyer le dispositif de sécurité alimentaire et de coordonner les actions des ONGs sur le terrain).

### **2.3.2. Lutte contre la grippe aviaire**

Ces dernières années, trois pays voisins du Mali ont été frappés par la grippe aviaire (Burkina, Côte d'Ivoire et Niger) portant à huit les pays africains touchés par la maladie depuis son apparition dans le monde. Au Mali, une contribution du FED de 2 M€ a été signée le 22 février 2007. Un appui direct à la Direction Nationale des Services Vétérinaires est mis en œuvre ayant comme objectif le renforcement de la surveillance épidémiologique prévue par le plan de contingence. Aucun cas de grippe aviaire n'a été détecté au Mali en 2007.

## **2.4. Autres instruments**

### **2.4.1. Sysmin**

Le projet SYSMIN<sup>23</sup> finance des actions de production d'informations géologiques de base dans le but de promouvoir les ressources minières du pays auprès des investisseurs potentiels pour renforcer le développement du secteur et permettre au Mali de s'insérer durablement dans l'économie minière mondiale. Le projet s'est achevé le 31.12.2007 par la tenue d'un atelier de restitution de l'ensemble des résultats. Les divers volets<sup>24</sup> du projet comprenaient des campagnes de géophysique, de la cartographie et prospection géologique et des études de diversification. Diverses actions de visibilité au niveau international ont été menées (PDAC, Indaba, Mining Journal). L'évaluation finale du projet a été effectuée en décembre 2007. Bien qu'ayant démarré lentement, le programme a atteint les objectifs de la CF. Les produits du projet (carto, SIG, data) sont réputés de qualité et ont permis à de nombreux investisseurs de connaître les potentialités du Mali.

Après avoir adhéré à l'ITIE<sup>25</sup>, le Mali, non producteur de diamant mais concerné par la problématique ivoirienne, est dans une dynamique d'adhésion au "Kimberley Process" par la participation à diverses réunions internationales (ex Colloque de Bruxelles). Premier produit d'exportation, l'or est le seul minéral exploité à échelle industrielle au Mali, ce qui rend ce créneau économique très vulnérable et nécessite une diversification. Le cours de l'or s'est particulièrement apprécié en 2007 ; cependant le Mali ne semble pas en retirer suffisamment les bénéfices espérés.

### **2.4.2. Coopération régionale**

Le Programme d'Appui Régional à l'Intégration (PARI II) était en cours de clôture, aucune activité n'a plus été effectuée au titre de ce programme. Au titre du programme indicatif régional (PIR) avec l'Afrique de l'Ouest, le Mali bénéficie des actions d'appui notamment à la préparation et négociation de l'APE. Ainsi, une étude a été faite avec l'aide de l'ONUDI sur un programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie en Afrique de l'Ouest. Cette étude développe un programme qui pourrait faire l'objet d'un financement dans le cadre du 10<sup>e</sup> FED. Egalement dans le cadre du PIR, un modèle d'équilibre général calculable a été développé qui permet de faire des calculs sur les scénarios de libéralisation des échanges et de quantifier les appuis à l'absorption de l'impact fiscal net de l'APE. Ce dispositif au niveau régional est, par ailleurs, complété par deux études liées à l'impact de l'APE au Mali (voir ci-dessus).

### **2.4.3. Lignes budgétaires**

Au 31 décembre 2007, les lignes budgétaires financent 48 projets (subvention à des ONG) sur les trois lignes déconcentrées (Sécurité alimentaire, ONG-PVD, santé) pour un montant total de 38 M€ d'apports communautaires. La gestion des contrats de subvention est faite par les sections thématiques. Le problème principalement rencontré par la Délégation est le manque de ressources humaines pour assurer un suivi suffisant sur le terrain. Une rencontre entre la Délégation et ses partenaires ONG porteurs de projets avec financement communautaire sera organisée en janvier 2008. Elle constitue un cadre d'échanges et d'information réciproque. La Délégation a été invitée

---

<sup>23</sup> CF 5753/MLI : 15 M€.

<sup>24</sup> Campagnes de géophysique aéroportée du birimien (2004), cartographie géologique du birimien et la prospection de la zone Yélimané-Sandaré (2006), prospection de structures kimberlitiques (diamant) dans le birimien sud (2007), cartographie géologique et prospection des zones de Sirakoro-Bafing Makana, du Gourma, de la région d'Ansongo et les études de diversification (2007).

<sup>25</sup> Initiative de transparence des industries extractives (ITIE)

à une réunion du Fongem (Fédération des ONG européennes du Mali). Cette réunion a été l'occasion d'échanges sur les questions de participation de la Société Civile aux groupes de travail PTF et sur des questions de gestions des contrats de subvention. La DCE en a profité pour informer les participants sur les nouvelles orientations des programmes thématiques.

#### **2.4.4. ECHO**

Suite à la restructuration des services de 'Europe-Aid', la DG ECHO est désormais en charge des questions d'aides alimentaires. En 2007, plusieurs rencontres ont eu lieu à Bamako entre la DCE et le bureau régional d'ECHO à Dakar. En 2007, la DG ECHO a lancé un Plan Global pour 5 pays du Sahel, dont le Mali fait partie, avec l'objectif d'avancer sur le traitement de la malnutrition aigue mais aussi avec l'objectif d'agir sur les causes de malnutrition à travers des actions concrètes adressées aux populations les plus affectées. Cette approche sera renforcée pendant l'année 2008. Dans ce contexte, la DG ECHO a sensibilisé la DCE, les PTFS et les ministères maliens concernés de la malnutrition aigue au Mali. Le bureau ECHO de Dakar et la délégation continueront de porter le plaidoyer de la malnutrition au Mali qui semble une cause oubliée par de nombreux acteurs.

#### **2.4.5. Banque Européenne d'Investissement (BEI)**

En 2006 le Président de la BEI, Philippe Maystadt, a effectué une visite officielle au Mali, au cours de la quelle le financement du projet hydroélectrique de Félou a été signé. Le concours de la BEI s'ajoute à celui de la Banque Mondiale et aux fonds propres de l'OMVS. Pour l'instant, aucun décaissement n'a eu lieu, puisque plusieurs conditions de décaissement<sup>26</sup> n'ont pas été remplies. La réalisation du projet présente une grande priorité par la BEI, puisqu'elle permettra d'augmenter la production d'électricité dans la région, tout en limitant les coûts, et contribuera ainsi au développement économique du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali. Dans le secteur cotonnier, la privatisation de la CMDT est un préalable à toute nouvelle opération dans ce secteur pour la Banque. En ce qui concerne l'unité de filature de coton Fitina, les paiements sont en arriérés depuis 2003. La BEI est également prête à appuyer des investissements dans les secteurs de l'eau et de l'énergie. La Banque suit le secteur de l'eau au Mali afin d'explorer les possibilités de financement du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de Bamako. Un accord d'assistance technique de 2 millions d'euros a été signé en 2007 avec le West African Power Pool (WAPP), en faveur d'une étude de préfinancement pour une interconnexion électrique entre le Ghana, le Burkina Faso et Sikasso et Bamako au Mali.

### **3. COHERENCE DES POLITIQUES (CDP)**

Les politiques de l'UE autres que la coopération au développement ont un fort impact sur les pays en développement. Il est important que des synergies soient établies entre ces politiques et les objectifs de développement.

La politique commerciale est sans doute celle qui a le plus grand impact sur les pays en développement (PVD). Le commerce est par ailleurs un des moteurs de la croissance de l'économie et de la lutte contre la pauvreté. A cet effet un certains nombres de conditions doivent être mises en place pour permettre le développement du commerce. Ces questions sont largement débattues dans les négociations toujours en cours pour la signature des APE.

---

<sup>26</sup>Parmi ces conditions, il est nécessaire que les sociétés nationales d'électricité apurent leurs arriérés vis-à-vis de la SOGEM et que des fonds couvrant les risques hydrologiques soient disponibles.

La politique agricole de l'Union a un impact sur la performance des exportations agricoles des PVD. Bien que les effets réels sur l'économie malienne soient très limités, le système communautaire de subvention à la production agricole est mal perçu. Cette perception est particulièrement aigüe dans le secteur du coton. Même si la production cotonnière de l'UE est modeste et n'a quasiment pas d'impact sur les marchés internationaux, l'existence même d'un schéma de subvention est vue comme un obstacle au développement du principal produit d'exportation du Mali<sup>27</sup>. Une étude récente<sup>28</sup> conclut que, dans un des scénarios les plus favorables aux pays en développement l'augmentation du prix mondial de la fibre consécutive à la suppression de toutes les aides est de 9% dont les ¾ sont imputables à la suppression des seules aides américaines. Comparée aux fluctuations annuelles des cours du coton, l'augmentation des cours qui résulterait de la suppression totale des aides américaines et européennes apparaît donc modeste.

Les standards sanitaires appliqués par l'UE constituent aussi des obstacles à l'exportation dans le secteur des produits d'origine animale et de l'élevage. Il faut aussi noter que les exportations communautaires de certains produits d'origine animale et végétale sont en concurrence avec les exportations maliennes vers les pays côtiers de la sous région. Avec les négociations pour un APE UE-AO, ces obstacles sont devenus un thème plus central. Au travers de programmes régionaux, la Commission s'efforce d'apporter son assistance au PVD en vue de leurs permettre de satisfaire progressivement aux normes européennes.

Les politiques migratoires restrictives observées par certains Etats membres de l'UE ont eu pour effet de cristalliser l'attention sur les aspects de clandestinité, d'illégalité et de criminalité de la migration alors qu'ils n'occupent qu'une place très marginale en termes de quantité. Les autorités maliennes collaborent à l'identification et au rapatriement des migrants illégaux bien que cette collaboration les mette parfois dans une situation très difficile vis-à-vis de leur population pour qui les migrations font partie des stratégies de survie. Dans ce contexte, l'ouverture des consultations au titre de l'article 13 de l'Accord de Cotonou en septembre 2006 a été saluée positivement. Ces consultations ont permis une réflexion commune autour de la relation migration-coopération-développement qui s'est concrétisé par l'instruction du projet pilote CIGEM (voir ci-dessus) qui a démarré en 2007.

#### **4. STRATEGIE CONJOINTE UE-AFRIQUE**

Les actions communautaires mises en œuvre au Mali sont en totale conformité avec la stratégie de l'UE pour l'Afrique et s'inscrivent dans le cadre de 5 des 8 Partenariats et Actions prioritaires du Premier Plan d'Action de Lisbonne (2008-2010) pour la mise en œuvre de la Stratégie Afrique-UE, adopté à Lisbonne le 8-9 Décembre 2007.

La promotion de la paix et la sécurité et la bonne gouvernance sont les préalables au développement durable. Les questions de paix et de sécurité ont déjà été prises en compte sous le 9<sup>ème</sup> FED et sont encore davantage prises en compte dans le 10<sup>ème</sup> FED au travers d'un appui au développement économique des Régions du Nord et du delta du Niger comme un important facteur de stabilité et de paix dans la sous région et à la création d'emploi et de revenus susceptibles d'absorber la main d'œuvre des jeunes générations et de répondre aux besoins de

---

27 Si les Etats-Unis sont le premier pays par le volume des aides accordées aux producteurs de coton, l'Union Européenne occupe la première place en ce qui concerne le montant unitaire (par kilogramme produit) des subventions accordées aux producteurs.

28 L'impact des aides américaines et européennes sur le marché du coton : résultats d'un modèle d'équilibre partiel dynamique – Cerdi – mai 2006.

migrants. Dans ce cadre. En 2008, la préparation d'un important programme de désenclavement des zones de Niono-Tonka et Tombouctou devrait être finalisé.

Les questions de gouvernance sont au centre des préoccupations communes. L'UE entretient avec le Mali un Dialogue politique régulier et ouvert. Ce Dialogue au titre de l'article 8 de l'Accord de Cotonou, va intégrer plus fortement les questions de gouvernance sur base du suivi du Plan d'engagements pris par le gouvernement dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED. Par ailleurs la réforme de l'Etat et le soutien à la mise en place d'une gouvernance légitime et efficace est depuis le 8<sup>ème</sup> FED un des objectifs fondamentaux des actions dans le domaine de la Décentralisation. Cet axe a par ailleurs été maintenu dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED. Dans le cadre de l'appui budgétaire général, la réforme de la gestion des finances publiques et la promotion de la bonne gouvernance financière est une des préoccupations majeures.

Le soutien à la mise en œuvre du cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté est l'objectif principal de l'appui budgétaire général. En 2008, il est prévu de finaliser l'instruction du nouveau programme (10<sup>ème</sup> FED). Il permettra d'appuyer plus particulièrement les politiques sectorielles de l'Education et de la Santé. Les OMD seront au centre de l'Appui Budgétaire 10<sup>ème</sup> FED. Le 10<sup>ème</sup> FED, prévoit également d'appuyer directement les leviers de la croissance notamment les secteurs productifs agricoles par un appui au contrat plan de l'Office du Niger.

La renforcement de l'intégration régionale est prise en compte d'une part en améliorant l'accès aux services de transport sur les axes prioritaires au mali (9<sup>ème</sup> FED) et d'autre part dans le cadre de l'accompagnement pour la signature d'un APE, notamment par la réalisation d'études spécifiques et d'un dialogue régulier. Le 10<sup>ème</sup> FED prévoit également un appui au secteur productif dans le cadre de ces APE.

Le Mali a été choisi comme pays pilote pour la mise en œuvre du Partenariat Afrique UE sur les migrations, la mobilité et l'emploi. A ce titre, des fonds régionaux 9<sup>ème</sup> FED lui ont été attribués en 2007, pour la mise en œuvre d'un Centre d'Information et de Gestion des Migrations (voir ci-dessus). Enfin dans le domaine de la culture, il existe un dialogue et une coopération réelle qui contribue notamment au renforcement des capacités des divers acteurs et intervenant dans ce domaine et à la diffusion. Cet appui vise également à sauvegarder des biens culturels au Mali.

## 5. COORDINATION DES BAILLEURS ET HARMONISATION

Le processus d'alignement et d'harmonisation a connu une forte avancée en 2007, notamment autour de la programmation du 10<sup>ème</sup> FED, avec l'adoption du Code de conduite européen ainsi que par l'adoption récente par le Gouvernement du mali du CSCR, de la préparation du plan d'action OMD et du plan d'action national d'efficacité de l'aide. Un secrétariat à l'harmonisation de l'aide a été mis en place en juin 2007 qui est notamment chargé de faire le suivi de ce plan d'actions. Un rapport conjoint d'avancement sera préparé pour le premier trimestre 2008.

Ceci a appelé la formulation d'une réponse plus globale et collective de la communauté des donateurs au Mali. Pour rendre l'aide plus efficace, les PTF se sont donc engagés à préparer **une Stratégie Commune d'Assistance Pays (SCAP)** au CSCR. La SCAP consolide les initiatives conjointes déjà entreprises par les PTF au Mali dans le cadre de la programmation concertée du 10<sup>ème</sup> FED et la préparation en avril 2007 d'un programme commun de travail des PTF au Mali. La SCAP définira les principaux leviers que les PTF utiliseront à l'horizon des quatre prochaines années pour accompagner la mise en œuvre du CSCR. La SCAP reste toute fois un processus multi acteurs qui appelle une vision partagée. Un Atelier **de dialogue** en septembre 2007 a rassemblé les PTF et les représentants du gouvernement malien et de la société civile. Il a permis

de faire émerger une vision commune entre les PTF sur les priorités de la SCAP au Mali en mettant notamment en avant l'importance d'une division du travail pour une meilleure complémentarité et de l'appropriation autant des PTF que du gouvernement. Un Pool technique d'appui à la coordination des PTF (financé par CE, la Belgique et Banque Mondiale) a été mis en place. L'exercice d'analyse des avantages comparatifs des bailleurs a démarré au cours du dernier trimestre de l'année 2007 et devrait être conclu au cours du premier trimestre 2008. Une matrice détaillée des bailleurs récapitulant l'aide actuelle et future sur la période couverte par le CSCR (2007/2011) et incluant les différents rôles des bailleurs par secteur sera présentée lors d'une table ronde pour l'atteinte des OMD qui sera organisée vraisemblablement au cours du premier semestre de l'année 2008. L'état actuel de la matrice est présenté en annexe. En ce qui concerne le dialogue entre le CDD et l'ON, celui-ci s'est réalisé dans le cadre des réunions régulières motivées par l'agenda politique et des questions de développement.

## **6. DIALOGUE DANS LE PAYS AVEC L'ON ET LES ANE, LES AUTORITES LOCALES ET LES PARLEMENTS NATIONAUX**

Les ANE, les acteurs de la coopération décentralisée et le Parlement ont été impliqués au processus de programmation du 10<sup>ème</sup> FED. Ils ont été invités à participer aux grandes étapes du processus mais les contraintes de calendrier n'ont cependant pas permis de leur laisser un temps suffisant pour l'analyse des documents et leur permettre ainsi une qualité de réaction suffisante. Cette critique a été adressée à la Délégation à plusieurs reprises lors de rencontres avec les représentants de la société civile.

En novembre et décembre 2007, avec l'aide du « programme d'appui aux acteurs non étatiques » de l'UE, le Conseil National de la Société Civile (CNSC), avec la participation des composantes de la société civile a finalisé son système de suivi du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR 2007-2011). Trois axes prioritaires ont été choisis par la société civile pour appliquer leur système de suivi, il s'agit de i) Infrastructures et secteurs productifs : sur cet axe, le secteur sécurité alimentaire a été ciblé pour être suivi, ii) Développement de l'accès aux services sociaux de base : sur cet axe, le secteur éducation a été retenu comme cible de suivi de la société civile, iii) Poursuite et consolidation des réformes structurelles : la gouvernance, paix et sécurité, développement institutionnel sont ciblés.

Le mécanisme de suivi par axe et par niveau de veille (niveau de veille au niveau région, cercle et commune) a été défini, des indicateurs de suivi prioritaires ont été choisis. La phase pilote d'application de ce système de suivi est prévue pour 2008. Un atelier de dialogue qui s'est tenu le 6 septembre 2007 et rassemblant les PTF, les représentants du gouvernement malien et la société civile a permis d'informer et de discuter des sur des priorités de la SCAP au Mali. Impulsé par le Canada et la France, un processus de consultation de la société civile malienne sur l'efficacité de l'aide a démarré en juin 2007.

En ce qui concerne plus spécifiquement le RAC, une réunion de travail avait été organisée avec des faitières de la société civile malienne et européenne afin de leurs permettre de commenter le document provisoire. Cette réunion a permis des échanges intéressants et certaines observations ont été incluses dans le présent rapport. Le document provisoire avait par ailleurs été envoyé par le gouvernement à L'assemblée nationale. Celle-ci n'a pas été représentée au cours de la réunion ci-dessus étant donné les contraintes de temps. Cependant l'Assemblée Nationale a clairement exprimé son intérêt sur le suivi de la coopération communautaire. Début 2008, un séminaire de deux jours a été organisé par l'Assemblée Nationale sur le 10<sup>ème</sup> FED afin de permettre aux nouveaux débutés récemment élus de s'approprier le contenu du PIN. Sur base de cette volonté clairement exprimée, il est attendu que l'implication de l'assemblée dans le suivi des projets et programmes soit plus importante à l'avenir.

Dans le cadre du groupe thématique décentralisation/réforme de l'Etat, dont la Délégation est chef de file, un dialogue ouvert s'est instauré avec les acteurs de la décentralisation. Il s'agit principalement de l'association des maires du Mali (AMM), de l'association des Collectivités Cercles et Régions du Mali (ACCRM). Par ailleurs, le Panel de la décentralisation/réforme de l'Etat, le Conseil National d'Orientation et le Conseil d'Administration de l'ANICT, auxquels la DCE participe activement, sont des lieux privilégiés du dialogue politique avec des élus des autorités locales.

## 7. CONCLUSION

Le contexte politique malien a été marqué en 2007 par la tenue des élections présidentielles et législatives qui ont confirmé la stabilité politique du pays. Un nouvel élément étant l'établissement d'une opposition plus marquée dans l'Assemblée nationale. Les troubles dans la Région de Kidal au Nord du pays se sont encore manifestés au cours de cette année 2007. Le gouvernement malien poursuit sa politique de négociations. Une proposition malienne d'une conférence des pays sahélo-sahariens pour résoudre les conflits de cette zone attend encore le soutien d'autres acteurs clés. Il est inquiétant cependant de voir que les trafics qui nourrissent ces violences tendent à croître.

Le taux de croissance 2007 serait nettement inférieur au taux de 4.3% anticipé en juillet 2007 et se situerait plutôt à 1,5%. Ceci reflète la baisse de la production des céréales et des principales productions d'exportation (notamment le coton et l'or). L'économie malienne se caractérise par sa grande vulnérabilité à l'évolution des termes de l'échange, aux conditions climatiques et aux risques pays. Les perspectives économiques<sup>29</sup> à moyen terme sont moins bonnes que prévues. En réponse à cette situation, le Gouvernement du Mali est en train de finaliser sa stratégie d'accélération de la croissance et s'est engagé à approfondir et à accélérer les réformes structurelles et la privatisation des entreprises publiques.

Selon l'ELIM<sup>30</sup>, fondée sur la nouvelle approche du coût des besoins de base, la situation économique et sociale au Mali reste très difficile pour les pauvres. Bien qu'en diminution de 8 points, passant de 56 % en 2001 à 47 % de la population en 2006, la population pauvre a augmentée de 3 %, passant de 5,687 millions en 2001 à 5,841 millions en 2006. Selon les récentes simulations, en dépit des progrès importants réalisés dans les OMD, deux objectifs seulement pourront être atteints à l'horizon 2015. Il s'agit de l'accès à l'eau potable et du renversement de la tendance du VIH/SIDA. Les taux de malnutrition restent critiques dans l'ensemble du pays avec des régions qui se situent dans des seuils d'urgence.

La mise en œuvre de la coopération UE-Mali en 2007, à l'instar des années précédentes, a obtenu d'excellents résultats. Le niveau d'engagement du 9<sup>ème</sup> FED est de 100 % et le niveau de décaissement est de 70%. Le DSP PIN a été signé à Lisbonne en novembre 2007 et couvre une enveloppe programmable de 533 m€. L'instruction des programmes prévus pour 2008 et 2009 a démarré en 2007.

Concernant le secteur des transports, 2007 a vu l'ouverture des tronçons de Diéma-Nioro (corridor de Nouakchott) et de Gao-Ansongo (corridor de Niamey). La finalisation de la dernière section Didiéni-Diéma (corridor de Dakar) a pris cependant du retard. Le tronçon Kati-Kita prévu comme liaison de désenclavement intérieur a été reclassé comme section de l'axe international

---

<sup>29</sup> Voir la Sixième revue du FRPC du FMI, Octobre 2007.

<sup>30</sup> L'enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM)

Bamako-Dakar par le Sud nécessitant un changement de gabarit avec des surcoûts importants<sup>31</sup>. Un volet d'actions complémentaires sur les thèmes sécurité routière et prévention VIH/Sida dans le secteur du transport a démarré en mars 2007. Les progrès institutionnels sont réels. Les réformes menées plus lentement qu'initialement prévu ont permis la mise en place des structures indispensables. Un acquis important en 2007 a été le reversement direct des redevances d'usage routier sur les produits pétroliers sur le compte de l'Agence Routière. Les aspects primordiaux restant à consolider sont la sécurisation des ressources du FER par l'augmentation des ressources propres, une programmation rationnelle des interventions d'entretien et le respect des réglementations sur la charge à l'essieu (pesage).

Dans le domaine de la décentralisation, le nouvel appui budgétaire sectoriel a favorisé le développement d'une approche axée sur les résultats et le suivi des indicateurs. La 1<sup>ère</sup> évaluation conjointe des indicateurs du PARAD a été très satisfaisante avec 10 cibles d'indicateurs atteintes sur 11. Par ailleurs le Programme d'Appui au Développement des Régions du Nord ADERE a poursuivi la dynamique de concertation entre les autorités élus et tous les acteurs du développement en vue de la finalisation des plans de développement régional. Le dialogue entre les PTF et le Gouvernement a été poursuivi en 2007 sous l'impulsion de la DCE qui est chef de file des PTF pour ce secteur. Les principaux défis de la décentralisation et de la réforme de l'Etat en 2008 concernent la réforme de la gestion des ressources humaines, la clarification des rôles/responsabilités entre les représentants chargés de la tutelle et les élus locaux, la mise en œuvre effective du nouveau dispositif d'appui et l'augmentation de la dotation financière de l'Etat dans le dispositif d'appui aux CT et l'insuffisance persistante des ressources des CT.

La mise en œuvre de l'appui budgétaire macroéconomique (PPAB) et du CSLP était globalement satisfaisante en 2007. Deux tranches du PPAB ont été déboursées. Le taux de décaissement de la TV était de 79.1 % contre 78.8% en 2006. La 6<sup>e</sup> et dernière revue du FRPC du FMI a été conclue positivement. L'évaluation conjointe des PTF du Programme gouvernemental pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des finances publiques (PAGAM-GFP) début 2007 était jugée globalement satisfaisante. Un plan d'action complémentaire au PAGAM-GFP a été élaboré afin d'améliorer sa pertinence à la lumière des recommandations de l'évaluation PEFA effectuée fin 2006. Au niveau sectoriel, les indicateurs de santé et d'entretien routier affichent des résultats en progression. D'un autre côté, on enregistre une timide progression des résultats des indicateurs d'éducation qui laissent supposer une qualité insuffisante de l'enseignement malgré la part substantielle et croissante du budget récurrent de l'éducation de base dans le budget de l'état

Malgré les résultats globalement positifs de l'appui budgétaire, des risques existent suite à la révision vers le bas du taux de croissance pour 2007 et les perspectives de croissance à moyen terme très en deçà des prévisions du CSCRP. La faiblesse du système de contrôle interne et externe des dépenses publiques et notamment l'absence d'une Institution Supérieure de Contrôle performante et indépendante et, de manière générale, les faibles capacités institutionnelles dans l'administration risquent de retarder la mise en œuvre de réformes préconisées.

Des progrès ont aussi été réalisés en faveur d'un alignement des PTF autour des procédures nationales à travers la signature d'un Arrangement Spécifique relatif à l'appui budgétaire général en faveur du CSLP (signé le 18 juin 2007 entre le gouvernement et les PTF). Cet arrangement spécifique devrait favoriser le passage progressif vers l'appui budgétaire général et permettre ainsi l'alignement de l'aide sur les procédures nationales. D'une manière générale, le processus d'alignement et d'harmonisation a connu une forte avancée en 2007, notamment autour de la programmation du 10<sup>ème</sup> FED, avec l'adoption du Code de conduite européen ainsi que par l'adoption récente par le Gouvernement du mali du CSCRP, de la préparation du plan d'action

---

<sup>31</sup> 10M€ ; 8 M€ RFP FED + Budget national



OMD et du plan d'action national d'efficacité de l'aide. Ceci a appelé la formulation d'une réponse plus globale et collective de la communauté des donateurs au Mali. Pour rendre l'aide plus efficace, les PTF se sont donc engagés à préparer une Stratégie Commune d'Assistance Pays (SCAP) au CSCRP. Un exercice d'analyse des avantages comparatifs des bailleurs a démarré au cours du dernier trimestre de l'année 2007. Une véritable dynamique s'est mise en place autour de l'agenda de la Déclaration de Paris.

## **TABLE DES ANNEXES**

### **ANNEXE 1 – Annexes Indicateurs Mali**

- 1.1 Indicateurs clés de performance macro-économique
- 1.2 Indicateurs clés des Objectifs du Millénaire
- 1.3 Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

### **ANNEXE 2 – Situation financière des FED au 31-12-07**

- 2.1 Situation du 7<sup>ème</sup> FED
- 2.2 Situation du 8<sup>ème</sup> FED
- 2.3 Situation du 9<sup>ème</sup> FED

### **ANNEXE 3 – Concentrations des ressources 9<sup>ème</sup> FED par secteur**

### **ANNEXE 4 – Situation financière des projets régionaux au 31-12-07**

### **ANNEXE 5 – Situation financière des projets BEI au 31-12-07**

### **ANNEXE 6 – Utilisation de l'Appui Budgétaire (général et sectoriel) sur FED**

### **ANNEXE 7- Situation financière des Lignes budgétaires**

### **ANNEXE 8 – Calendrier indicatif des déboursements du 9<sup>ème</sup> FED et des FED précédents (à partir de 2008 et suivants)**

### **ANNEXE 9 – Engagements programmés du 10<sup>ème</sup> FED par secteurs**

### **ANNEXE 10 – Questionnaire sur l'Efficacité de l'aide**

### **ANNEXE 11- Matrice des Partenaires Techniques et F**

- 11.1 Matrice financière (tableau de synthèse – version du 10-03-08)
- 11.2 Matrice des complémentarités (tableau de synthèse, version du 10-03-08)

## ANNEXE 1.1

### Indicateurs clés de performance macro-économique

Situation des critères de convergence de l'UEMOA entre 2002 et 2006

	<b>Norme UEMOA</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>Etat Convergence en 2006</b>
<b>Critères de 1<sup>er</sup> rang</b>								
Solde budgétaire de base (hors PPTTE)/ PIB nominal (en %)	≥ 0	-0,1	0,9	0,4	-0,1	0,8	-0,7	Respecté
Taux d'inflation annuel moyen, en %	≤ 3	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	2,0	Respecté
Encours de la dette publique sur le PIB nominal (en %)	≤ 70	74,2	59,0	63,9	57,8	20,3	22,6	Respecté
Variation des arriérés de paiement int. Et ext. (en Milliards de FCFA)	0	0	0	0	0	0	0	Respecté
<b>Critères de 2<sup>ème</sup> rang</b>								
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤ 35	30,6	30,4	30,9	30,9	31,5	31,4	Respecté
Ratio investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (en %)	≥ 20	20,5	22,4	22,7	22,0	21,4	29,9	Respecté
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	≥ -5	-6,1	-9,2	-10,2	-10,4	-6,7	-8,1	Non respecté
Taux de pression fiscale (en %)	≥ 17	13,8	14,2	14,9	15,9	15,2	14,9	Non respecté

Source : Autorités maliennes et projection FMI pour 2007

Country at a glance								
A. Table of macroeconomic indicators								
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
<b>Basic data</b>								
1	Population (in 1000)	12,7	13,1	13,4	13,8	14,2	14,6	15,0
	- annual change in %	2,6	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
2a	Nominal GDP (in millions €)	3912	3980	4313	4775	5098	5569	6071
2b	Nominal GDP per capita (in €)	308	304	322	346	359	381	404
2c	- annual change in %	7,7	-1,3	5,9	7,5	3,8	6,2	5,8
3	Real GDP (annual change in %)	4,7	2,1	6,1	5,3	4,3	4,8	4,8
4	Gross fixed capital formation (in % of GDP)	20,8	21,7	22,3	22,4	22,9	23,3	22,9
<b>International transactions</b>								
5	Exports of goods and services (in % of GDP)	21	24,6	25,6	30,6	26,7	26,1	0
	- of which: gold (FOB) in % of GDP		10,3	12,7	18,5	15,6	15,9	15,0
	- of which: cotton fiber (FOB) in % of GDP		6,9	4,9	4,5	3,3	2,1	2,5
6	Trade balance (in % of GDP)	-6,1	-2,4	-2,7	2,6	-1,1	-0,8	-0,2
7	Current account balance (in % of GDP)							
	Including official transfers	-7,5	-8,3	-8,2	-4,7	-6,4	-5,8	-5,1
	Excluding official transfers	-9,4	-10,3	-10,4	-6,7	-8,1	-7,0	-5,6
8	Net inflows of Foreign Direct investment (in % of GDP)	3,0	1,2	1,2	0,7	0,0	0,0	0,0
9	External debt (in % of GDP)	64	48,8	47,9	20	22,6	24,4	26,5
10	Service of external debt (in % of exports, goods and non_factor serv.)	8,5	6,4	7,4	3,7	3,4	3,4	3,6
11	Foreign exchange reserves (in months of imports of goods and serv.)	4,5	6,4	6,1	6,1	6,3	6,6	6,8
<b>Government</b>								
12	Revenues (in % of GDP)	19,3	21,4	22,0	57,4	22,4	22,1	21,7
	- of which: grants (in % of GDP)	4,3	4,0	4,1	39,7	5,3	4,3	3,9
13	Expenditure (in % of GDP)	22,1	24,0	25,2	25,4	26,0	26,4	25,5
	- of which: capital expenditure (in % of GDP)	9,1	9,3	9,5	10,9	12,6	11,1	10,9
14a	Déficit budgétaire base ord., dons inclus, en %du PIB		-6,6	-7,3	-7,7	-8,9	-8,6	
14b	Déficit budgétaire base ord., dons exclus, en %du PIB	-7,1	-6,6	-7,3	-7,7	-8,9	-8,6	-7,4
14c	Déficit budgétaire base caisse dons inclus, en %du PIB	-1,3	-2,3	-3,6	32,0	-3,7	4,3	
14a	Deficit (in % of GDP) including grants							
14b	Deficit (in % of GDP), base ord., excluding grants	-7,1	-6,6	-7,3	-7,7	-8,9	-8,6	-7,4
15	Debt (in % of GDP)							
	- of which: external (in % of total public debt)	64	48,8	47,9	20	22,6	24,4	26,5
<b>Other</b>								
16	Consumer price inflation (annual average change in %)	-1,3	-3,1	6,4	1,5	2	2,5	2,5
17	Interest rate (for money, annual rate in %)							
18	Exchange rate (annual average of national currency per 1 €)	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957
19	Unemployment (in % of labour force, ILO definition)							
20	Employment in agriculture (in % of total employment)							
Data sources: Mali authorities and IMF staff.								

INDICATEURS MACRO ECONOMIQUES									
Indicateurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
						est.	Est	Proj.	proj.
Population (m)	11,8	12,1	12,4	12,7	13,1	13,4	13,8	14,2	14,6
Croissance démographique (%)	2,6	2,6	2,6	2,6	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
PIB par habitant (€)	245,0	279,0	286,0	308,0	304,0	322,0	346,5	364,7	250,0
Croissance du PIB/hab. (%)	-5,7	10,4	0,4	4,5	-0,6	2,4	2,4	5,2	2,5
FBCF en % du PIB	22,3	27,0	18,5	20,4	20,7	22,4	23,5	24,2	23,3
dont IDE en % du PIB	2,9	3,5	7,2	3,0	1,2	1,2	0,7	0,0	0,0
Dette extérieure en % du PIB	99,2	89,4	90,2	64,0	48,8	47,9	20,0	22,6	24,4
Service de la dette en % des exportations	8,5	8,5	8,5	8,5	6,4	7,4	3,7	3,4	3,4
Exportations en % du PIB	20,4	24,0	26,8	21,0	24,6	25,6	30,6	26,7	26,1
Balance commerciale en % du PIB	-1,8	-0,3	5,7	-6,1	-2,4	-2,7	2,6	-1,1	-0,8
Recettes Admin. Pub. En % du PIB	18,5	17,8	19,6	19,3	21,4	22,0	57,4	22,4	22,1
dont recettes propres hors dons	13,8	14,0	15,9	15,0	17,4	17,9	17,7	17,1	17,8
Dépenses Admin. Pub. En % du PIB	21,5	21,1	23,2	22,2	24,0	25,2	25,4	26,5	26,4
Déficit budgétaire, base ord. dons inclus				-7,1	-6,6	-7,3	-7,7	-8,9	-8,6
Déficit budgétaire base caisse dons inclus	-2,9	-3,2	-3,6	-1,3	-2,3	-3,6	32,0	-3,7	4,3
Inflation (CPI) en %	-0,7	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,9	2,5	
Taux de change (FCFA/€)	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957
Sources: Autorités maliennes, FMI et PNUD									

## ANNEXE 1.2

### Indicateurs clés des Objectifs du Millénaire pour le Développement

INDICATEURS DE LA SITUATION SOCIALE 1990-2006									
	Indicateurs	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2015
Incidence	1. Proportion de la population vivant avec moins de 1 USD par jour	ND	68,3% (a)	ND	ND	ND	52,8% (b)	51,6% (b)	ND
	2. Prévalence du déficit pondéral chez les enfants (de moins de cinq ans)	ND	33%	38,0%	38,0%	35,0%	32,0%		16,0%
	3. Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour mille)	249,0	235,0	229,0	229,0	191,0	226,0		217,0
Résultats	4. Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	NC	NC	53,4%	56,7%	56,6%	58,3%		73,6%
	5. Taux d'achèvement du cycle primaire	NC	32,1%	41,6%	43,1%	44,7%	46,3%		61,4%
	6. Rapport filles-garçons :								
	6.a. l'enseignement primaire	57,6%	71,1%	75,8%	76,7%	78,6%	80,2%	81,7%	93,6%
	6.b. l'enseignement secondaire	53,6%	56,4%	59,8%	61,3%	61,3%	61,8%		66,1%
	6.c. l'enseignement supérieur	NC	25,5%	26,9%	34,8%	35,3%	35,8%		39,8%
	7. Proportion d'accouchements assistés par du personnel médical qualifié	ND	36,0%	49,0%	53,0%		53,0%		76,4%
	8. Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	ND	53,0%	78,0%	ND	ND	ND		ND
	9. Prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans	ND	1,9%	1,9%	2,8%	2,4%	2,1%		0,7%
	10. Proportion de la population disposant d'un accès durable à une source d'eau améliorée	ND	ND	63,7%	66,1%	68,2%	72,4%	77,0%	100,0%
<i>Source : Autorités maliennes : (a) ELIM 2001 ; (b) Modèle T21/MME_DNPD</i>									

### ANNEXE 1.3

#### Tableau des Opérations Financières de l'Etat

OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT								
	en pourcentages du PIB)							
Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
					Projections			
Recettes et dons	19,3	21,4	22,0	57,4	22,4	22,1	21,7	21,2
Dons	4,3	4,0	4,1	39,7	5,3	4,3	3,9	3,5
Recettes	15,0	17,4	17,9	17,7	17,1	17,8	18,1	17,7
Recettes fiscales	12,7	15,1	15,7	15,3	14,9	15,7	15,8	15,5
Recettes non fiscales	2,3	2,3	2,1	2,4	2,3	2,1	2,3	2,2
Dépenses et prêts nets	22,1	24,0	25,2	25,4	26,0	26,4	25,5	25,1
dont: fonctionnement	11,9	13,4	13,3	13,1	13,5	13,5	13,3	13,2
investissement	9,1	9,3	9,5	10,9	12,6	11,1	10,9	10,8
prêts nets	-0,2	-0,3	0,8	-0,2	-1,5	0,4		
Solde global, base engag. hors dons	-5,7	-6,6	-7,3	-8,6	-8,8			
Solde global, base ord. hors dons	-7,1	-6,6	-7,3	-7,7	-8,9	-8,6	-7,4	-7,4
Source: Autorités maliennes et projections du FMI								

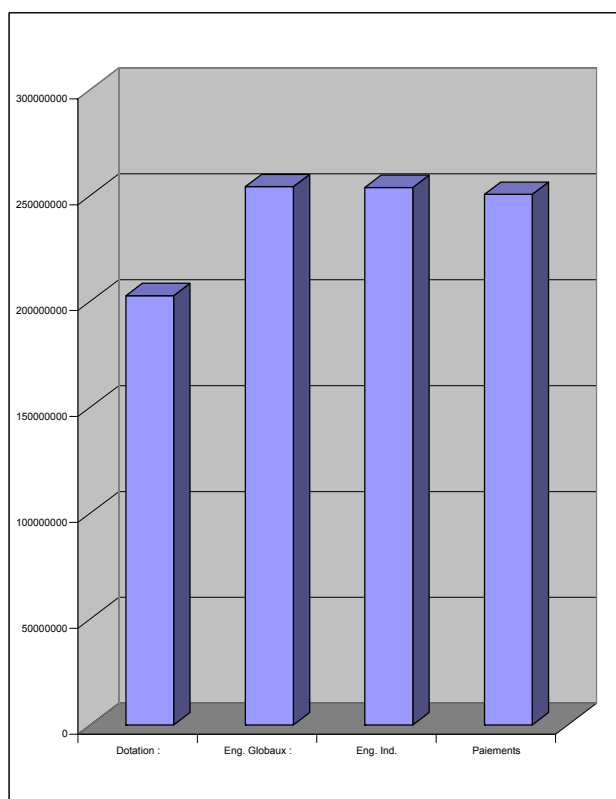
**ANNEXE 2.1: Situation financière du 7ème FED (MLI-REG)**

Période	au 31/12/2007 avec régionaux			réalisé année 2007			RAC RAP RAL		
	montant engagement global	montant engagement individuel	montant paiement	montant engagement global	montant engagement individuel	montant paiement	RAC*	RAP*	RAL*
7 FED	295.694.374	295.301.740	292.050.409		1.871.940	3.456.895	392.634	3.251.332	3.643.966

\*  
RAC            Reste à contracter  
RAP            Reste à payer  
RAL            Reste à liquider

**Exécution 7 eme FED (PIN + HP sans régionaux) au 31/12/2007**

	en %	
Dotation :	100	202.670.471
Eng. Globaux :	125	254.124.715
Eng. Ind.	125,20	253.747.177
Paiements	123,60	250.495.846





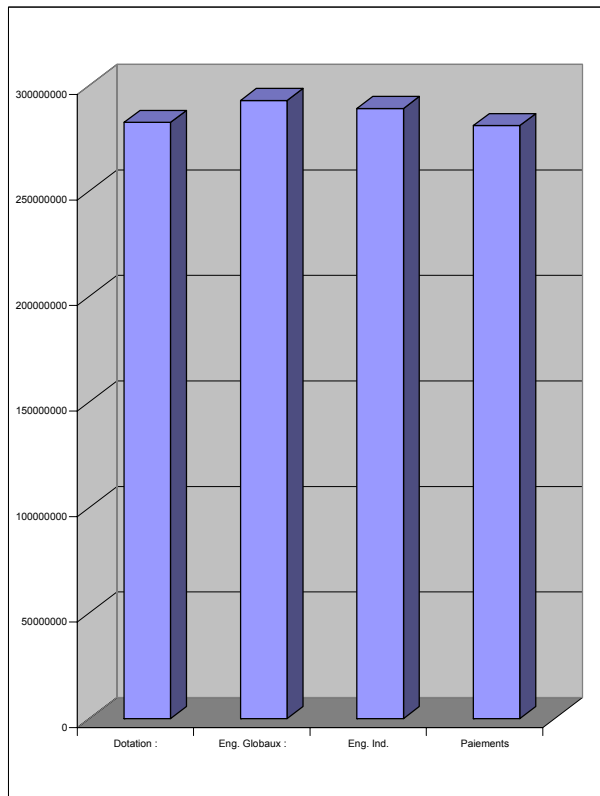
**ANNEXE 2.2 : Situation financière du 8ème FED (MLI-REG)**

Période	au 31/12/2007 avec régionaux			réalisé année 2007			RAC RAP RAL		
	montant engagement global	montant engagement individuel	montant paiement	montant engagement global	montant engagement individuel	montant paiement	RAC*	RAP*	RAL*
<b>8 FED</b>	336.997.360	331.995.930	323.386.351	0	9.055.268	11.672.478	5.001.429	8.609.579	13.611.008

\*  
RAC        Reste à contracter  
RAP        Reste à payer  
RAL        Reste à liquider

**Exécution 8 eme FED (PIN + HP sans régionaux) au 31/12/2007**

	<u>en %</u>	
Dotation :	100	282.478.941
Eng. Globaux :	104	292.838.793
Eng. Ind.	102,34	289.102.973
Paiements	99,47	280.972.800



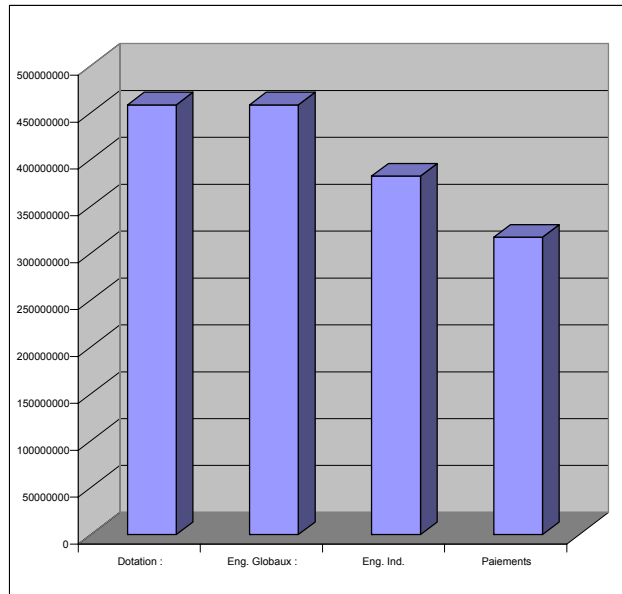
ANNEXE 2.3 : Situation financière du 9ème FED (MLI-REG)

Période	au 31/12/2007 avec régionaux			réalisé année 2007			RAC RAP RAL		
	montant engagement global	montant engagement individuel	montant paiement	montant engagement global	montant engagement individuel	montant paiement	RAC*	RAP*	RAL*
9 FED	472.484.630	382.274.544	317.170.793	49.148.132	57.857.961	111.080.996	90.210.086	65.103.751	155.313.837

\*  
RAC Reste à contracter  
RAP Reste à payer  
RAL Reste à liquider

**Exécution 9 eme FED (PIN + HP sans régionaux) au 31/12/2007**

	<u>en %</u>	
Dotation :	100	458.183.608
Eng. Globaux :	100	458.183.608
Eng. Ind.	83,42	382.221.654
Paielements	69,21	317.117.903



**ANNEXE 3 : 9ème FED distribution sectorielle**

pays: MALI

en EURO

STRATEGIE POUR	CONSENSUS EUROPEEN	SOUS SECTEUR ET	Enveloppe A	Enveloppe B	Régionaux Facilités	
L'AFRIQUE		APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL	total cumulatif des engagements globaux 31.12.07	total cumulatif des engagements globaux 31.12.07	total cumulatif des engagements globaux 31.12.07	
Droits de l'homme et gouvernance	gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	gouvernance	84.944.973		10.000.000	
		réformes économiques et institutionnelles				
		Acteurs Non Etatiques	7.079.711			
Paix et sécurité	prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Prévention des conflits et de la fragilité des états				
Croissance économique, intégration régionale et commerce	commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique				
		intégration économique régionale	45.735			
		développement du secteur privé				
	infrastructure, communication et transport	infrastructure, communication et transport	145.330.000			
	eau et énergie	eau	25.200.000		4.248.132	
		énergie				
		non spécifié				
investir dans les personnes	cohésion sociale et emploi	cohésion sociale et emploi				
	environnement et gestion durable des ressources naturelles	environnement et gestion durable des ressources naturelles	1.500.000			
	développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	développement rural et aménagement du territoire				
		agriculture	15.000.000	2.000.000		
		sécurité alimentaire	75.071	6.279.389		
	développement humain	santé	24.744			
éducation de base						
		éducation non spécifiée				
autres	FCT	FCT	3.993.000			
	appui à l'ON	appui à l'ON	5.000.000			
	non spécifié	non spécifié	5.180.986		52.890	
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général	122.500.000	34.030.000		
TOTAL	TOTAL	TOTAL	415.874.219	42.309.389	14.301.022	
niveau de concentration sur les secteurs	pourcentage des engagements du 9ème FED couvert par les secteurs de concentration les plus importants plus ABG	secteur le plus important + ABG	267.830.000			
		deux secteurs les plus importants + ABG	352.774.973			
		Trois secteurs les plus importants + GBS	377.974.973			
		Quatre secteurs les plus importants + ABG	392.974.973	#####		
		Cinq secteurs les plus importants + ABG	400.054.683			
		nbre de secteurs + ABG pour atteindre 85% du PIN*	2 secteurs + ABG			
		secteurs (exclus NSA et ABG)	286.219.437			

PIN après Revue Fin Parcours	460.236.859
85% du PIN MALI	391.201.330
CF 9ème FED au Mali (MLI / ROC/ RPR)	415.874.219

**Situation tout FED des engagements globaux pour Mali au 31/12/2007**

FED	pays	eng. I	Montant d'eng. global	Montant des eng. Individuels	montant payé	Titre de l'engagement	Code RAC
	<b>gouvernance</b>						
9	ACP MLI	5	144.973	144.973	144.973	ETD D'IDENTIFICATION DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPEMENT	0
9	ACP MLI	14	6.800.000	6.798.989	6.798.989	APPUI AU DEMARRAGE DES COMMUNES AU MALI A VENANT DU 8 MLI 12	1
9	ACP MLI	18	6.000.000	5.158.501	2.718.327	ADER-NORD: PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPEMENT DES REGIONS DU	1
9	ACP MLI	21	72.000.000	40.189.949	36.657.118	PARAD: PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME ADMINISTRATIVE ET A LA	1
9	ACP ROC	23	10.000.000	0	0	CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRATIONS (CIGEM)	6
	<b>Acteurs Non Etatiques</b>						
9	ACP MLI	1	79.711	79.711	79.711	MISSION D'IDENTIFICATION DES MESURES - SOCIETE CIVILE	0
9	ACP MLI	17	7.000.000	4.879.703	2.254.185	ARIANE-APPUI ET RENFORCEMENT DES INITIATIVES DES ACTEURS NON	3
	<b>intégration économique régionale</b>						
9	ACP MLI	11	45.735	45.735	45.735	AUDIT DU PROGRAMME D'INTEGRATION SOUS-REGIONALE (8 MLI 7)	0
	<b>infrastructure, communication et transport</b>						
9	ACP MLI	12	78.750.000	78.130.660	56.021.659	APPUI INSTITUTIONNEL ET AMENAGEMENT D'ITINERAIRES EXISTANTS	8
9	ACP MLI	13	66.580.000	65.282.357	52.826.088	CONSTRUCTION DE LA ROUTE BITUMEE AYOROU-GAO (243KM) - (EN	8
	<b>eau</b>						
9	ACP MLI	20	20.200.000	3.175.341	1.071.963	PACTEA : PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES	9
9	ACP MLI	23	5.000.000	4.494.310	2.205.286	AVENANT NO. 2 A LA CF 6365/REG DE 5.5 MIO (SEE ALSO 9 ACP RO	9
9	ACP RPR	176	4.248.132	0	0	PROGRAMME DE MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU ET D OUTILES	6
	<b>environnement et gestion durable des ressources naturelles</b>						
9	ACP MLI	29	1.500.000	0	0	AUGMENTATION DE L'ENGAGEMENT 8 ACP MLI 21 SUITE A LETTRE ON	13
	<b>agriculture</b>						
9	ACP MLI	24	2.000.000	256.900	46.315	CONTRIBUTION A LA MISE EB OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LUTTE C	15
9	ACP MLI	25	15.000.000	3.000.000	3.000.000	PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DE LA FILIERE COTON	15
	<b>sécurité alimentaire</b>						
9	ACP MLI	19	2.000.000	1.967.475	1.967.475	ECHO/MLI/EDF/2005/01000/AIDE HUMANITAIRE EN FAVEUR DES POPUL	16
9	ACP MLI	8	75.071	75.071	75.071	APPUI INSTITUTIONNEL STRUCTURATION OUTILS SECURITE ALIMENT.	0
9	ACP MLI	15	2.279.389	2.099.224	2.095.073	LUTTE ANTIACRIDIEENNE DANS LES PAYS SAHELIENS	15
9	ACP MLI	27	2.000.000	0	0	PASA/MALI 3	16
	<b>santé</b>						
9	ACP MLI	4	24.744	24.744	24.744	AT AU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE (LNS) (+7 MLI 34)	0

<b>Appui Budgétaire Général</b>	122.500.000
<b>infrastructure, communication et transport</b>	145.330.000
<b>gouvernance</b>	84.944.973
<b>eau</b>	25.200.000
<b>agriculture</b>	15.000.000
<b>Acteurs Non Etatiques</b>	7.079.711
<b>sécurité alimentaire</b>	75.071
<b>non spécifié</b>	5.180.986
<b>appui à l'ON</b>	5.000.000
<b>FACT</b>	3.993.000
<b>environnement et gestion durable des</b>	
<b>ressourcces naturelles</b>	1.500.000
<b>intégration économique régionale</b>	45.735
<b>santé</b>	24.744
<b>réformes économiques et institutionnelles</b>	
<b>Prévention des conflits et de la fragilité des états</b>	
<b>Accords de Partenariat Economique</b>	
<b>développement du secteur privé</b>	
<b>énergie</b>	
<b>non spécifié</b>	
<b>cohésion sociale et emploi</b>	
<b>développement rural et aménagement du territoire</b>	
<b>éducation de base</b>	
<b>éducation non spécifiée</b>	
<b>TOTAL enveloppe A</b>	415.874.219

	En Euros (€)
<b>secteur le plus important + ABG</b>	267.830.000
<b>deux secteurs les plus importants + ABG</b>	352.774.973
<b>Trois secteurs les plus importants + GBS</b>	377.974.973
<b>Quatre secteurs les plus importants + ABG</b>	392.974.973
<b>Cinq secteurs les plus importants + ABG</b>	400.054.683
<b>nbre de secteurs + ABG pour atteindre 85% du PIN*</b>	2 secteurs + ABG
<b>secteurs (exclus NSA et ABG)</b>	286.219.437
<b>* PIN après Revue Fin Parcours</b>	460.236.859
<b>85% du PIN MALI</b>	391.201.330
<b>CF 9ème FED au Mali (MLI / ROC/ RPR)</b>	415.874.219



## Annexe 5 : SITUATION FINANCIERE DES PROJETS DE LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Encours Mali 31/12/2007

<b>Opérations sur capitaux à risques</b>								
<b>Accord financier</b>	<b>N° Prêt</b>	<b>Signature</b>	<b>Nom du contrat</b>	<b>Taux</b>	<b>1er rbt.</b>	<b>Dernier rbt.</b>	<b>Montant</b>	<b>Encours versé</b>
LOME - CONVENTION 3	70732	14/06/1988	LHT BAMAKO-SEGOU	2	10/06/1996	10/06/2008	11.000.000,00	394.831,11
LOME - CONVENTION 4	70991	22/12/1994	CREDIT INITIATIVE P. PART. EDM-CENTRALES	n.d.			129.684,87	129.581,66
LOME - CONVENTION 4	71052	4/06/1996	THERMIQUES	3	31/05/2000	31/05/2011	5.300.000,00	2.129.540,00
LOME - CONVENTION 4	71057	25/09/1996	PILAO	3	20/09/1999	20/09/2006	1.000.000,00	280.566,59
LOME - CONVENTION 4	71084	2/10/1997	GROUPEMENT DES GRANDS GARAGES FITINA COMPLEXE	3	5/08/2000	5/08/2006	460.000,00	460.000,00
LOME - CONVENTION 4 - PROT.2	21404	18/12/2001	INDUSTRIEL TEXTILE	4,71	15/07/2005	15/07/2009	3.700.000,00	3.700.000,00
							<b>21.589.684,87</b>	<b>7.094.519,36</b>

**ANNEXE 6**  
**UTILISATION DE L'APPUI BUDGETAIRE FED – MALI**

Décaissements Appuis budgétaires CE Mali : en €

		2005	2006	2007	2008 (prévisions)	2009 (prévisions)
<b>Programme Pluriannuel d'Appui Budgétaire (Appui au CSLP)</b>		<b>39 240 000</b>	<b>26 789 000</b>	<b>17 018 000</b>	<b>12 863 000</b>	<b>***</b>
	TF	14 500 000	14 250 000	5 750 000	12 863 000	
	TV	10 490 000	11 429 000	11 268 000		
	TE	14 250 000 *	1 110 000**			
<b>Programme d'Appui à la Réforme Administrative et Décentralisation PARAD Total 72.000.000€ dont 59.000.000€ en appui budgétaire</b>		<b>0</b>	<b>20 000 000</b>	<b>14 369 044</b>	<b>13 000 000</b>	<b>11 000 000</b>
	TF		20 000 000	8 914 499	6 500 000	4 400 000
	TV			5 454 545	6 500 000	6 600 000
<b>Programme d'Appui à la réforme cotonnière</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 000 000</b>	<b>5 700 000</b>	
	TF			3 000 000	5 000 000	
	TV				700 000	

TF : tranche fixe

TV : tranche variable

TE : tranche exceptionnelle

\*:chocs économiques exogènes : baisse du cours coton, baisse production or, augmentation prix céréales, augmentation des produits pétroliers

\*\* : FLEX

\*\*\* : Identification du PPAB 10<sup>ème</sup> FED en cours.

Attention : les prévisions sont indicatives et dépendent du respect de critères et de l'atteinte de résultats définis dans les conventions de financement.



## ANNEXE 7 Situation financière des lignes budgétaires et prévisions

Forecast start	2008 S1
Forecast end	2008 S2

Domain	ALL
Delegation in charge	MALI
Budget line	ALL

Mali

contracted en orange = Visa 80 (signature contractant) pas encodé au 31/12/07 Paid en orange : visa final sur partie ou totalité montant pas donné au 31/12/07

Budget line	Domain	Contract nr	Status	Decision nr	Contract			Situation before forecast			2008 S1	Forecasts			2008 S2	Forecasts			After forecast
					FDI Date	Contracted	Paid	RAL	Contracted	Paid	Recovered	Contracted	Paid	Recovered	Contracted	Paid	Recovered	RAL	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2000/011-393	Ongoing	- no decision	15/10/2006	500.000	489.211	10.789	-10.789	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2000/011-565	Ongoing	- no decision	1/01/2007	500.000	498.930	1.070	-1.070	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2001/011-696	Ongoing	- no decision	31/12/2009	689.903	499.848	190.055	0	136.660	0	0	53.395	0	0	0	0	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2003/020-918	Ongoing	ONG-PVD/2002/001-092	31/12/2007	557.867	531.875	25.992	-25.992	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2002/020-929	Ongoing	ONG-PVD/2002/001-092	31/12/2008	744.975	670.478	74.497	0	74.497	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.020300	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2003/020-994	Ongoing	ONG-PVD/2002/001-092	1/01/2008	481.214	481.214	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.020200	Food Security	FOOD/2001/048-416	Ongoing	FOOD/2001/002-513	30/06/2006	561.065	555.625	5.440	-5.440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.020100	Food Security	FOOD/2001/048-419	Ongoing	FOOD/2001/002-513	30/06/2006	1.134.215	1.020.793	113.422	-113.422	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2004/064-838	Ongoing	ONG-PVD/2003/004-562	1/04/2009	559.517	503.566	55.952	0	55.952	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2004/065-690	Ongoing	ONG-PVD/2003/004-562	11/02/2009	750.000	675.000	75.000	0	0	0	0	75.000	0	0	0	0	0	
21.050300	HEALTH	SANTE/2003/070-069	Ongoing	SANTE/2002/004-136	31/07/2008	1.600.000	1.600.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.050300	HEALTH	SANTE/2004/078-590	Ongoing	SANTE/2003/005-902	30/11/2010	4.500.000	2.680.409	1.819.591	0	1.369.591	0	0	0	0	0	0	450.000	0	
21.050300	HEALTH	SANTE/2005/095-807	Ongoing	SANTE/2004/006-079	31/12/2009	3.604.994	1.744.970	1.860.024	0	591.210	0	0	0	0	0	0	1.268.814	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/112-372	Ongoing	ONG-PVD/2004/006-239	20/07/2010	123.226	92.724	30.502	0	0	0	0	18.180	0	0	0	12.322	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/112-543	Ongoing	ONG-PVD/2004/006-239	1/07/2011	750.000	387.725	352.275	0	151.596	0	0	0	0	0	0	200.679	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/112-788	Ongoing	ONG-PVD/2004/006-239	1/07/2010	541.557	198.182	343.375	0	144.609	0	0	0	0	0	0	198.765	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/112-943	Ongoing	ONG-PVD/2004/006-240	1/05/2010	541.800	347.491	194.309	0	140.129	0	0	0	0	0	0	54.180	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/113-176	Ongoing	ONG-PVD/2004/006-239	1/07/2010	240.750	150.010	90.740	0	66.665	0	0	0	0	0	0	24.075	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/113-790	Ongoing	ONG-PVD/2004/006-239	15/04/2009	730.250	657.225	73.025	0	73.025	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.020100	Food Security	FOOD/2006/120-973	Ongoing	FOOD/2005/017-620	11/12/2009	72.824	43.694	29.130	0	0	0	0	29.130	0	0	0	0	0	
21.020200	Food Security	FOOD/2006/128-796	Ongoing	FOOD/2005/017-620	31/12/2007	5.000	5.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/129-922	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	30/06/2012	620.000	127.592	492.408	0	143.469	0	0	0	0	0	0	348.939	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/129-942	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	28/02/2011	1.019.864	411.236	608.628	0	253.321	0	0	0	0	0	0	355.307	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/129-947	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	30/06/2011	745.985	231.760	514.225	0	219.813	0	0	0	0	0	0	294.412	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/129-949	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	5/08/2012	727.525	178.146	549.379	0	158.876	0	0	0	0	0	0	390.504	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/129-950	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	1/07/2010	100.248	61.639	38.609	0	28.584	0	0	0	0	0	0	10.025	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/129-951	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	30/06/2011	432.823	108.889	323.934	0	140.326	0	0	0	0	0	0	183.608	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/129-953	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	7/08/2011	740.000	267.145	472.855	0	199.428	0	0	0	0	0	0	273.428	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/129-954	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	30/06/2011	651.758	240.992	410.766	0	172.795	0	0	0	0	0	0	237.971	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/130-168	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	30/06/2012	650.186	189.832	460.354	0	197.668	0	0	0	0	0	0	262.686	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/130-170	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	30/06/2013	1.500.000	219.902	1.280.098	0	282.525	0	0	0	0	0	0	997.574	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/130-173	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	30/06/2012	750.000	149.667	600.333	0	175.111	0	0	0	0	0	0	425.222	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/130-174	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	31/12/2011	725.000	299.537	425.463	0	352.963	0	0	0	0	0	0	72.500	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/130-178	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-214	30/06/2011	694.263	268.452	425.811	0	178.192	0	0	0	0	0	0	247.619	0	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/131-152	Ongoing	ONG-PVD/2005/017-215	7/08/2011	300.000	84.560	215.440	0	92.720	0	0	0	0	0	0	122.720	0	
21.020100	Food Security	FOOD/2007/136-900	Ongoing	FOOD/2005/017-620	6/05/2010	497.040	152.330	344.710	0	147.503	0	0	0	0	0	0	197.207	0	
21.020100	Food Security	FOOD/2007/137-797	Ongoing	FOOD/2005/017-620	21/05/2010	488.547	131.784	356.763	0	153.954	0	0	0	0	0	0	202.809	0	
21.020100	Food Security	FOOD/2007/140-679	Ongoing	FOOD/2006/018-494	26/12/2009	572.100	114.420	457.680	0	0	0	0	133.520	0	0	0	324.160	0	

Budget line	Domain	Contract nr	Status	Decision nr	Contract			Situation before forecast			2008 S1			2008 S2			After forecast	
					FDI Date	Contracted	Paid	RAL	Contracted	Paid	Recovered	Contracted	Paid	Recovered	Contracted	Paid	Recovered	RAL
21.020100	Food Security	FOOD/2007/140-685	Ongoing	FOOD/2006/018-494	26/12/2009	358.900		358.900	0	0	0	0	0	0	83.743	0	275.157	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/144-298	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	12/05/2011	749.777	194.128	555.649	0	0	0	0	0	0	0	0	555.649	
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/144-430	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	18/05/2011	735.057	213.623	521.434	0	0	0	0	0	223.964	0	297.470		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/144-584	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	23/05/2011	626.238	146.831	479.407	0	0	0	0	0	208.392	0	271.015		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/145-063	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	30/06/2010	742.921	368.598	374.323	0	0	0	0	0	300.031	0	74.292		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/145-517	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	30/06/2011	749.000	343.371	405.629	0	0	0	0	0	0	0	405.629		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/145-527	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	30/04/2012	740.615	234.152	506.463	0	0	0	0	0	144.134	0	362.329		
	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/145-569	Committed	ONG-PVD/2006/018-227	13/05/2010	372.525		372.525	0	186.648	0	0	0	0	0	185.877		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/146-946	Ongoing	ONG-PVD/2006/018-227	31/07/2010	162.518		162.518	0	106.914	0	0	0	0	0	55.604		
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-143	Committed	FOOD/2006/018-051	31/08/2011	467.082		467.082	0	196.431	0	0	0	0	0	270.651		
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-162	Ongoing	FOOD/2006/018-051	31/07/2012	933.508		933.508		256.927	0	0	0	0	0	676.581		
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-167	Ongoing	FOOD/2006/018-051	30/06/2012	707.060		707.060		260.401	0	0	0	0	0	446.659		
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-182	Committed	FOOD/2006/018-051	31/07/2010	486.775		486.775	0	243.376	0	0	0	0	0	243.399		
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-189	Ongoing	FOOD/2006/018-629	31/07/2012	796.160		796.160		250.125	0	0	0	0	0	546.035		
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-209	Ongoing	FOOD/2006/018-051	31/01/2008	989.964		989.964		243.244	0	0	0	0	0	746.720		
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-605	Ongoing	FOOD/2006/018-629	31/07/2012	816.336		816.336		294.925	0	0	0	0	0	521.411		
21.020101	Food Security		Provisional	FOOD/2006/018-494				0	200.000	60.000				140.000		0		
21.080200	DEV-Sensib		Provisional	?				0	10.000	10.000						0		
21.080200	DEV-Sensib		Provisional	?				0	9.600	9.600						0		
TOTAL						40.838.932	18.582.556	22.256.377	62.887	7.819.773	0	0	1.409.489	0	13.090.002			
						<i>contrôle</i>			22.256.377			<i>contrôle</i>			13.090.002			

**Notes:**

- This report contains contracts and invoices in status provisional, committed, decided and ongoing.
- Contracts in this report without a budget line mentioned have no forecast registered.
- Contracts without the analytical breakdown entered in CRIS will not appear in this report.
- Data in this report will have been refreshed the day before the 'Last Report Refresh' date mentioned at the bottom of the report.



EUROPEAID  
G4-0919106-0002

MALI

Online Help click on  
Aide en ligne, cliquez

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.

( amounts in € )

YEAR OF GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 INDV COMMI T.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat*	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008				FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008				FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009				FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009				A L A R M	COMMENTS
					GLOBAL COMMIT.	INDV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR					
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H		
<b>TOTAL ON ONGOING GLOBAL COMMITMENTS</b>					622.722.432	542.859.809	79.862.623																		
<b>TOTAL ON ONGOING INDIVIDUAL COMMITMENTS</b>					326.942.972	250.529.503	76.413.468	47.890.691	36.875.388	10.094.301	921.003	15.873.081	11.739.021	3.733.160	400.900	3.925.736	1.489.410	1.980.692	455.634	1.394.418	400.000	994.418	0		
1997	7ACP MLI117	0	SYSMIN RECHERCHE GEOLOGIQUE ET ETUDE SECTEUR MINIER	2002012	15.000.000	14.657.806	342.194																	OK	
1997	7ACP MLI117	13	AT - HANSA GEOMIN - A LA CELLULE DE PILOTAGE ET GESTION	20071231	478.600	384.486	94.114	94.114	70.000	24.114														OK	
1997	7ACP MLI117	14	CONTRAT DE SRVICE - BRITISH GEOLOGICAL SURVEY	20071223	1.529.555	429.374	1.100.181	1.100.181	900.000	200.181														OK	
1997	7ACP MLI117	15	DP 5 FONCTIONNEMENT DE LA CELULE DE PILOTAGE ET DE GESTION	20070228	145.320	105.961	39.359																	OK	
1997	7ACP MLI117	17	GEOTER - CARTOGRAPHIE SIRAKORO-BAFING	20070831	998.301	714.026	284.275	284.275	200.000	84.275														OK	
1997	7ACP MLI117	19	BRGM-VOLET II- CARTOGRAPHIE GEOLOGIQUE DE LA REGION DU GOURMA	20071224	1.214.400	579.617	634.783	634.783	500.000	134.783														OK	
1997	7ACP MLI117	20	DP 6 FONCTIONNEMENT CPG/SYSMIN VOLET 4	20071231	119.735	75.301	44.434	44.434		44.434														OK	
1997	7ACP MLI117	21	SOFRECO/SINEC- PROSPECTION GEOCHIMIQUE/GEOPHYSIOUE ANSONGO	20071113	534.290	64.051	470.240	470.240	400.000	70.240														OK	
1997	7ACP MLI117	22	CSA-ETUDES RELATIVES AU KAOLIN ET AUX PEGMATITES A	20071223	609.189	192.915	416.274	416.274	300.000	116.274														OK	
1997	7ACP MLI117	23	HYDROPLAN - EVALUATION FINALE DU PROJET	20080118	45.371	27.223	18.148	18.148		18.148														OK	
2001	7ACP MLI127	0	PROGRAMME D'APPUI A LA FILIERE RIZ + 8 MLI 19	20090630	562.000	526.656	35.344																	OK	
2001	7ACP MLI127	6	DP3 VOLET INFORMATION SUR LA FILIERE RIZ	20070131	87.000	85.229	1.771																	OK	
2001	7ACP MLI127	7	AUDIT DES DP 1, 2 ET 3 DE L'APCAM	20071016	4.955	0	4.955	4.955	4.955															OK	
2001	7ACP MLI127	8	AUDIT VRES DP4 ET VISION DP3 (8ACP-MLI19-22&23)	20080414	26.700	0	26.700				26.700	16.000	10.700											OK	
2001	7ACP MLI127	9	DP 4-CRRA DE NIONO COMPOSANTE RECHERCHE/ACTION	20081231	232.100	116.002	116.098	30.000	30.000					50.000					36.098					36.098	OK
1998	8ACP MLI6	0	APPUI AU PROJET SECTORIEL DES TRANSPORTS	20071231	#####	99.684.117	1.315.883																	OK	
1998	8ACP MLI6	14	LUXCONSULT SA : A.T. DIRECTION NATIONALE TRAVAUX PUBLICS	20071231	1.190.708	962.034	228.674	228.674	100.000	128.674														OK	
1998	8ACP MLI6	35	FOURNET BERNARD - CONSTRUCTION POSTE PEAGE/PESAGE KATI	20071231	131.000	68.720	62.280	8.100		8.100														OK	
1998	8ACP MLI6	38	CONSTRUCTION POSTE PEAGE/PESAGE KATI	20071031	2.120.582	793.618	1.326.965	1.326.965	1.200.000	126.965														OK	
1998	8ACP MLI6	39	HYDROPLAN - ETUDE PISTES COTONNIERES	20071115	199.950	116.375	83.575	83.575	70.000	13.575														OK	
1998	8ACP MLI6	40	STDE-ETUDE ROUTE GOMA COURA-TBCTOU ET GOUNDAM-DIRE	20071210	199.200	119.520	79.680	79.680	60.000	19.680														OK	
1998	8ACP MLI6	41	SOMAFREC-TRAVAUX CONSTRUCTION PEAGE/PESAGE A SANANKOROBA	20071231	1.683.066	334.811	1.348.255	1.348.255	1.200.000	148.255														OK	
1998	8ACP MLI6	42	COWI BELGIUM SPRL - EVALUATION FIN DE PARCOURS	20071231	139.870	83.922	55.948	55.948	50.000	5.948														OK	
1999	8ACP MLI12	0	APPUI AU DEMARRAGE DES COMMUNES AU MALI	20051231	33.743.603	33.563.645	179.958																	OK	
1999	8ACP MLI12	12	PROJET	20041231	202.200	112.319	89.881																	OK	
2000	8ACP MLI13	0	GESTION INTENTIONNELLE DES RESSOURCES DU NIGER/DE LA GAMBIE	20051231	1.473.487	1.391.167	82.320																	OK	
2000	8ACP MLI14	0	APPUI A LA POLITIQUE CULTURELLE DU MALI	20031231	3.214.960	3.165.563	49.397																	OK	
2000	8ACP MLI15	0	APPUI REGIONAL A L'INTEGRATION (PARI) - UEMOA PHASE 2	20051231	1.361.535	1.308.425	53.110																	OK	
2000	8ACP MLI17	0	PROGRAMME D'APPUI REGIONAL A L'INTEGRATION (PARI)-	20051231	1.123.846	1.121.322	2.524																	OK	
2000	8ACP MLI18	0	APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE	20060930	8.910.000	8.509.198	400.802																	OK	
2000	8ACP MLI18	17	ECOLE FORMATION DES SAGES FEMMES ET INFIRMIERES - LE	20051231	18.900	15.068	3.832																	OK	
2000	8ACP MLI18	18	ORDRES PROFESSIONNELS DE SANTE-CONTRAT DE	20051231	105.000	86.998	18.002																	OK	
2000	8ACP MLI18	19	ECOLE EFTSS - CONTRAT DE SUBVENTION II	20051231	26.200	20.916	5.284																	OK	





YEAR OF GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat*	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008			FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008			FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009				FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009				A L L A R M	COMMENTS				
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR			ESTIMATION of RISK FACTOR			ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR									
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L			Medium M	High H		
2004	9ACP ML19	9	DP 4 APPUI LA CONFED DE 2007 LIMPICO(EX GEOMAR)- PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES AU CONTRATAT	20080331	904.620	467.132	437.488	437.488	100.000	150.000	187.488													OK			
2004	9ACP ML19	10	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	20071231	50.000	23.400	26.600	15.000	10.000	5.000		11.600	11.600												OK		
2004	9ACP ML10	0	TABLE RONDE DECENTRALISATION DEVIS PROGRAMME DE DEMARRAGE - PREPARATION DU PARAD APPUI TECHNIQUE AU DEVELOPEMENT DU SECTEUR PRIVE DANS LE	20101231	2.093.000	2.049.463	43.537																		OK		
2004	9ACP ML10	9	AUDIT DU DEVIS PROGRAMME N4 APPUI AU SECTEUR SANTE 8 MLI 18	20050630	53.400	42.686	10.714																		OK		
2004	9ACP ML10	15	ETUDE RECETTES DOUANIERES (AV2 A 9ACP MLI 6-19)	20060630	152.369	151.484	886																		OK		
2004	9ACP ML10	29	FORUM DE KIDAL SUR LE DEVELOPEMENT DES REGIONS NORD	20071231	120.000	72.000	48.000	26.300	26.300																OK		
2004	9ACP ML10	34	ASSISTANCE TECHNIQUE A L'ON	20070322	4.970	4.970	0																		OK	Engagement à clôturer	
2004	9ACP ML10	37	ETUDE DE FAISABILITE 10EME FED OFFICE DU NIGER	20080614	50.190	30.114	20.076	20.076	20.076																OK		
2004	9ACP ML10	38	ETUDE DE FAISABILITE APPUI SECTEUR CULTURE AU	20070914	75.000	37.502	37.498	37.498																		OK	
2004	9ACP ML10	39	AUDIT DU DP 3 - APPUI L'ON 9 ACP MLI 09- 05	20081231	197.500	118.500	79.000	35.000	20.000	15.000		44.000	30.000	14.000												OK	
2004	9ACP ML10	41	DP CONFERENCE NATIONALE FORESTIER	20071014	120.760	0	120.760	120.000	120.000																	OK	
2004	9ACP ML10	42	AUDIT PACE, DP5 MALI (7ACP RPR 744-136) ET DP7 REGIONAL (8 A	20080131	109.980	65.988	43.992	43.992	40.000		3.992															OK	
2004	9ACP ML10	43	APPUI INSTITUTIONNEL ET AMENAGEMENT D'ITINERAIRES EXISTANTS C.S.E.TRAVAUX	20070618	133.636	80.182	53.454	53.454	50.000		3.454															OK	
2004	9ACP ML10	44	REHABILIT ROUTE DIEMANIORO (98KM)	20080430	5.400	0	5.400	3.000	3.000			2.400	2.400													OK	
2004	9ACP ML10	45	PROGETTI,SURVEILLANCE TRAVAUX DE LA ROUTE DIEMANIORO	20070930	20.000	15.994	4.006	4.006																		OK	
2004	9ACP ML10	46	OSIE - TRAVAUX BITUMAGE ROUTE DIDIENI-DIENA	20080211	9.600	0	9.600	9.600	9.600																	OK	
2004	9ACP ML12	0	TECHNIPLAN SPA -	20111231	78.750.000	78.130.660	619.340																			OK	
2004	9ACP ML12	1	SURVEILLANCE TRAVEAU BITUM DIDIEDNI-DIEMA	20070228	20.469.600	18.392.242	2.077.358	1.100.000	1.100.000						100.000		100.000									OK	
2004	9ACP ML12	2	RAZEL BITUMAGE DE LA ROUTE KALI_KITA (160KM)	20070715	1.500.000	1.304.861	195.139	145.000	145.000																	OK	
2004	9ACP ML12	3	AT DIWI CONTROLE & SURVEILLANCE TRAVAUX BITUMAGE KATI-KITA	20070930	19.700.000	13.568.473	6.131.527	4.000.000		4.000.000		2.131.527	2.131.527													OK	
2004	9ACP ML12	4	BCEOM-CONTRAT SERVICE CONTROLE PERIODIQUE TECHNIQ.ET FINANC.	20080630	1.527.056	1.031.475	495.581	280.000	200.000	80.000		215.581	63.000	152.581												OK	
2004	9ACP ML12	7	BCEOM-CONTRAT AT MINISTERE EQUIPEMENT ET TRANSPORTS ET AUTRE	20080505	26.262.656	17.417.653	8.845.003	5.500.000	4.500.000	1.000.000		3.345.003	2.500.000	845.003												OK	
2004	9ACP ML12	8	FURNITURE VEHICULES PICK-UP 4X4 DOUBLE CABINE DIESEL-LOT 1	20080603	1.500.000	903.693	596.307	280.000	200.000	80.000		316.307		316.307												OK	
2004	9ACP ML12	9	FURNITURE MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE-LOT 2	20080513	394.300	265.745	128.555	60.000	60.000			68.555		68.555												OK	
2004	9ACP ML12	10	FURNITURE DE MATERIEL DE LABORATOIRE - LOT 3	20090428	2.600.767	943.585	1.657.182	360.000	300.000	60.000		575.000	450.000	125.000	490.000	380.000	110.000		232.182		232.182				OK		
2004	9ACP ML12	11	MARVEL - LOT 4	20060923	189.050	189.037	13																		OK	à clôturer en fin de garantie	
2004	9ACP ML12	12	FOURNITURE MOBILIERIS LOUIS BERGER-AT AU TRANSPORT SOUS FORME DE PROG.DE FORMATION AIDE ET ACTION - PREVENTION IST/VIH/SIDA SUR LES ROUTES... STOP SIDA SUR LA ROUTE DU POISSON EN SEME REGION	20070223	222.620	200.355	22.265	22.265	22.265																	OK	
2004	9ACP ML12	13		20070125	189.141	189.141	0																			OK	à clôturer en fin de garantie
2004	9ACP ML12	15		20070228	11.799	11.799	0																			OK	à clôturer en fin de garantie
2004	9ACP ML12	16		20090714	1.676.965	461.729	1.215.236	300.000	150.000	150.000		300.000	150.000	150.000	300.000	150.000	150.000		315.236		315.236				OK		
2004	9ACP ML12	17		20090309	482.019	453.851	28.168	28.168	28.168																	OK	
2004	9ACP ML12	19		20090509	501.000	215.467	285.533	234.601	234.601						50.008		50.008									OK	







YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 INDV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat*	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008				FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008				FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009				FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009				A L L A R M	COMMENTS
					GLOBAL COMMIT.	INDV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR					
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H		
2006	9ACP ML123	1	INACOM-TRAV REHABILITATION ADDUCTION D EAU PRS +(8 MLI 20-5)	20070914	406.500	337.505	68.995	68.995	50.000	18.995														OK	
2006	9ACP ML123	2	FORACO AVEN 1 SUR ENG 8 ACP MLI 20/09 TRAVAUX ADDITIONNELS	20070714	200.000	199.263	737																	OK	à clôturer en fin de garantie
2006	9ACP ML123	3	VERGET AV.1 SUR 8 MLI 20/11 ADDUCTION D'EAU POTABLE SOLAIRE	20070914	325.600	323.552	2.048																	OK	à clôturer en fin de garantie
2006	9ACP ML123	4	AVENANT 1 - CONTRAT 8 ACP MLI 020 ENG.10 -	20080115	76.610	0	76.610	76.610	60.000	16.610														OK	
2006	9ACP ML123	5	AVENANT 1 SUR 8 ACP MLI 20/07 REAJUSTEMNT DE PRIX ET QUATITE	20070914	57.200	39.681	17.519																	OK	à clôturer en fin de garantie
2006	9ACP ML123	6	AVEN.DU 8-ROC-42/72 ETUDE ET CONTROLE DES TRAVAUX AUJGM.+PROL SOMOMAD AVEN.1	20080630	322.000	111.652	210.348	100.000	50.000	50.000		110.348	50.000	60.348										OK	
2006	9ACP ML123	7	FOURN&POMPAGE (VOIR 8MLI20-12 & 8ROC42-100)	20071231	78.000	0	78.000					78.000	50.000	28.000										OK	
2006	9ACP ML123	8	FOURNITURE D'EQUIP.DE POMPAGE SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE + SERVI	20080831	817.000	0	817.000	480.000	480.000			255.000	200.000	55.000	82.000	70.000	12.000							OK	
2006	9ACP ML123	9	CONSTRUCTION DE NOUVEAUS CHATEAUX D'EAU SUITE AVENANT CF	20080831	1.210.000	725.540	484.460					363.000	300.000	63.000	121.000	100.000	21.000							OK	
2006	9ACP ML123	10	CANALISATIONS ET BORNES FONTAINES, CONST.LOCAUX DE	20080831	781.000	468.092	312.908					234.000	200.000	34.000	78.100	70.000	8.100							OK	
2006	9ACP ML123	11	OKALLA - AUDIT PRSII-DP5 (8 ACP ROC 89-5)	20080430	5.400	0	5.400	5.400	5.400															OK	
2006	9ACP ML123	12	DP 7 AN 2008 DU PRS II	20081231	215.000	0	215.000	60.000	60.000			100.000	60.000	40.000	55.000	40.000	15.000							OK	
2007	9ACP ML124	0	CONTRIBUTION A LA MISE EB OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LUTTE C	20121231	2.000.000	256.900	1.743.100																	OK	
2007	9ACP ML124	1	DEMARRAGE_CELLULE DE GESTION	20071231	57.900	46.315	11.585	11.585																OK	
2007	9ACP ML124	2	DP 1 DE CROISIRE DE LA CELLULE DU PROJET	20090630	199.000	0	199.000	80.000	80.000			70.000		70.000	49.000		49.000							OK	
2007	9ACP ML125	0	PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DE LA FILIERE COTON	20131231	15.000.000	3.000.000	12.000.000																	OK	
2007	9ACP ML127	0	PASA MALI 3	20141231	2.000.000	0	2.000.000																	OK	
2007	9ACP ML128	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	20131231	1.900.000	237.224	1.662.776																	OK	
2007	9ACP ML128	1	AT - EXPERTISE CONSTRUCTION MUSEE DE DJENNE EN BANCO	20080114	4.995	999	3.996																	OK	
2007	9ACP ML128	2	BERENSCHOT INTERNATIONAL-AT DEMARRAGE CIGEM	20081014	199.839	119.903	79.936					79.936	50.000	29.936										OK	
2007	9ACP ML128	3	AVENANT 1 CONTRAT 2007/136286(VOIR 9 MLI 10-)	20080131	32.390	0	32.390	32.390		32.390														OK	
2007	9ACP ML129	0	AUGMENTATION DE L'ENGAGEMENT 8 ACP MLI 21 SUITE A LETTRE ON	20091231	1.500.000	0	1.500.000																	OK	
2007	9ACP ML130	0	PROJET D'APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED	20131231	2.000.000	0	2.000.000																	OK	



MALI

EDF FORECASTS 2008-2009: NEW INDIVIDUAL Commitments (including payments) on ONGOING PROJECTS.

( amounts in € )

EUROPEAID CO-OPERATION OFFICE

Online Help click on Aide en ligne, cliquez

Table with columns: YEAR GLOB. COMMIT., ACCOUNTING NUMBER, TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT, FORECASTS 1st SEM 2008 (INDIVID. COMMIT., PAYMENTS, Low L, Medium M, High H), FORECASTS 2nd SEM 2008 (INDIVID. COMMIT., PAYMENTS, Low L, Medium M, High H), FORECASTS 1st SEM 2009 (INDIVID. COMMIT., PAYMENTS, Low L, Medium M, High H), FORECASTS 2nd SEM 2009 (INDIVID. COMMIT., PAYMENTS, Low L, Medium M, High H). Includes a summary row 'TOTALS on NEW INDIVIDUAL Commitments'.



ANNEXE 9 : Engagements programmés du 10ème FED par secteur

FED 10

**Partenariats et Actions Prioritaires  
du Plan d'Action de Lisbonne**

pays: MALI

(uniquement pour les Délégations  
en Afrique)

En euro x 1000

STRATEGIE POUR L'AFRIQUE	CONSENSUS EUROPEEN	SECTEURS	PARTENARIATS ET ACTIONS PRIORITAIRES DU PLAN D'ACTION DE LISBONNE	engagements programmés sur le PIN pour le 10ème FED	
Droits de l'homme et gouvernance	Gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles		Partenariats pour 2. Gouvernance Démocratique et les Droits de l'Homme	56	
		Gouvernance	7. Migration, Mobilité et Emploi	5	
		Réformes économiques et institutionnelles			
		Acteurs Non Etatiques		7	
Paix et sécurité	Prévention des conflits et de la fragilité des états	Prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Partenariat sur 1. La paix et la sécurité		
Croissement économique, intégration régionale et le commerce	Commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	Partenariat sur 3. le Commerce (et l'intégration Régionale)		
		Intégration économique régionale	3. (le Commerce) et l'intégration Régionale et les infrastructures	201	
		Développement du secteur privé			
	Infrastructures, communication et transport	Infrastructures, communication et transport	8. Partenariat pour Science, société de l'information, l'espace		
		Eau et énergie	Eau		18
			Energie	5. Partenariat pour l'Energie	
		Divers			
Investir dans les personnes	Cohésion sociale et emploi	Cohésion sociale en emploi			
	Environnement et gestion durable des ressources naturelles	Environnement et gestion durable des ressources naturelles	6. Partenariat sur le changement climatique		
	Développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	Développement rural, aménagement du territoire			40
		Agriculture			30
		Sécurité alimentaire			5
	Développement humain	Santé			
Education de base Education non spécifiée					
Autres	FCT	FCT		5	
	Soutien à l'ON	Soutien à l'ON		2	
	non spécifié	non spécifié (culture)		15	
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général		150	
<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	4. Partenariat sur les OMD	<b>533</b>	

	Montant indicatif M€
<b>Domaine de concentration 1: Gouvernance : Appui à la poursuite des réformes du secteur public et à l'organisation des services de l'Etat</b>	
Axe 1.1: Appui à la consolidation du processus de décentralisation et à la déconcentration des services de l'état	55
Axe 1.2: Appui à la définition et à la mise en œuvre de la politique migratoire malienne	5
<b>Domaine de concentration 2: Appui au développement économique des régions du Nord et du Delta du Niger</b>	
Axe 2.1: Appui au Programme Sectoriel des Transports et aux infrastructures dans les régions du Nord et du Delta du Niger	196
Axe 2.2: Appui à la mise en œuvre du Schéma Directeur de la zone Office du Niger	30
Axe 2.3: Appui au développement économique des régions	40
<b>Appui macroéconomique (ABG) à la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté</b>	150
<b>Domaine hors concentration</b>	
Appui au développement du secteur de la culture	15
Appui à la société civile	7
Sécurité Alimentaire	5
Appui aux secteurs de production dans le cadre de l'APE	5
Contribution à la station d'eau potable de Kabala	18
Appui à l'ON	2
Facilité de coopération technique	5
<b>Total des engagements</b>	<b>533</b>

### **Annex C of EAMR: Questions on the EU Aid Effectiveness targets.**

The Commission has to report its performance annually against the four EU targets on aid effectiveness. The data for this will be collected through the EAMR reporting system. You are therefore requested to complete the questions below with specific information as noted so that the current baseline we have from the July 2007 EAMR can be tracked annually. The information will also be important for you to exchange with your government colleagues, NGOs and with other donors, including MS.

Delegations had difficulty completing the questionnaire for the July 2007 EAMR. Following discussions with them the guidance to measure each target has been made more specific, following the revised OECD guidance for the 2008 survey. We hope you find the new elements more helpful. If you would still like further clarifications please contact your desk officer in AIDCO.

Some Delegations will also be completing the OECD survey during Jan-March 08. Your responses below should make it much easier to answer the OECD survey.

**Regional offices will have to complete Annex C separately for each country in their region.**

Please note that within the strategy that EuropeAid in relation to EU Target 4 – reduce the number of uncoordinated missions by 50 % - a number of new points have been prepared:

- Delegations are invited to:

- list dates for HQ missions already planned for the immediate 6 months period and mention if they are not coordinated;
- indicate to HQ what priority missions the Delegations estimate better serves coordination arrangements at local level for the following 6 months period.

The periods for missions, to be used in the January and July EAMR are as follows:

- In the 2008 January EAMR; Delegations list missions agreed for the period March to August 2008 and indicate their priorities for HQ in the period September 2008 to February 2009;
- In the 2008 July EAMR: Delegations list missions agreed for September 2008 to February 2009 and then indicate their priorities for HQ missions in the period March to August 2009.

<b>1. EU Target No 1</b>		
Channel 50% of government-to-government assistance through country systems, including by increasing the percentage of our assistance provided through budget support or SWAP arrangements		
<b>2. Introduction</b>		
The aim is to collect information that allows us to measure this target. The information that is needed is both the total amount of ODA provided, as well as the extent to which country systems are used in providing this ODA. For these purposes the country systems are defined as covering four main areas: (i) national budget execution procedures; (ii) national financial reporting procedures; (iii) national auditing procedures; and (iv) national procurement systems. By treating each of these four areas as having a 25% weight and dividing by the total amount of ODA provided the information required can be calculated (hence the division by four – see part 4 below). In all cases the necessary information can be collected using the same definitions as those in the OECD/DAC "Definitions and Guidance" (see attached page which includes an extract of definitions relevant to this indicator)		
<b>3. Questions and definitions</b>		
Question	Definition – OECD Ref	Response EUR
How much ODA did you disburse at country level for the government sector in FY 2007 (EUR)?	Qd2	129,14 M€ (123,15 FED + 5,99 BUD)
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national budget execution procedures (EUR)?	Qd5	34,38M€ (ABG + ABS)
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national financial reporting procedures (EUR)?	Qd6	34,38M€ (ABG + ABS)
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national auditing procedures (EUR)?	Qd7	34,38M€ (ABG + ABS)
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national procurement procedures (EUR)?	Qd9	34,38M€ (ABG + ABS)
<b>4. Definition of Indicator</b>		
[(Qd5 + Qd6 + Qd7 + Qd9) ÷ 4] ÷ [Qd2] (please calculate and enter as response %)		26.63%
<b>5. Additional information</b>		
Are there any significant initiatives in your country to promote the use of country systems? If so provide a list and a short description. If not, highlight the constraints to use of country systems (use additional space as needed)		
<p><u><a href="#">Arrangement Cadre qui couvre tous les types d'appuis budgétaires</a></u> et fixe les principes généraux qui régissent les appuis budgétaires, notamment en matière d'engagements réciproques et de modalités de mise en œuvre. L'Arrangement Cadre a été signé le 29 mars 2006 entre le gouvernement malien, la Commission européenne, la France, la Suède, les Pays Bas, le Canada, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement.</p> <p><u><a href="#">Arrangements spécifiques macroéconomique et sectoriels</a></u> (un arrangement spécifique correspondant à l'appui budgétaire macroéconomique et autant d'arrangements spécifiques qu'il y a d'appuis budgétaires sectoriels). Les arrangements spécifiques précisent, pour chaque type d'appui budgétaire, certaines des dispositions générales de l'arrangement cadre, notamment en matière de contexte (rappel des objectifs du</p>		

programme bénéficiant de l'appui budgétaire et auxquels souscrivent les partenaires), de parties prenantes (ministères et partenaires concernés), d'annonces financières des partenaires, de conditionnalités de décaissement (cadre commun de conditionnalités), de documents devant être fournis par le Gouvernement et de dispositifs de suivi / évaluation / audit (calendrier et modalités).

**Arrangement spécifique relatif à l'Appui budgétaire sectoriel en faveur des secteurs sanitaire et social**, signé le 19 juillet 2006 par les Ministères des Finances et Ministères techniques concernés et les Pays Bas.

**Arrangement spécifique relatif à l'Appui budgétaire sectoriel en faveur du Programme d'Investissement dans le secteur de l'éducation**, signé le 19 juillet 2006, par les Ministères des Finances et Ministères techniques concernés et les Pays Bas.

**Arrangement spécifique relatif à l'Appui budgétaire général en faveur du Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (CSCR 2007-2011)**, signé le 7 juin 2007 par le Ministère de l'Economie et des Finances et la Commission européenne, la France, la Suède, les Pays Bas, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement.

Le Gouvernement vient de réaliser conjointement avec les PTF, l'exercice PEFA qui a permis de disposer d'une situation de référence sur la gestion des Finances Publiques au Mali. Le suivi régulier des performances du Mali grâce à cet instrument et les améliorations dans la gestion des finances publiques renforcera encore la confiance des PTF et favorisera une plus grande utilisation des systèmes nationaux.

**NB :**

Le taux de 26,63% est bien en deçà de l'objectif fixé et ne reflète pas la réalité du 9<sup>ème</sup> FED (50% de l'allocation passe par ABG et ABS) cela s'explique notamment par une accélération des décaissements dans le cadre des approches projets et notamment des projets routiers.

### Definitions from "Definitions and Guidance" OECD/DAC

[www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc](http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc)

ODA	Official Development Assistance (ODA) includes all transactions as defined in OECD-DAC Statistical Directives para. 32 (see appendix), including official transactions that: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Are administered with the promotion of the economic development and welfare of developing countries as its main objective; and</li> <li>▪ are concessional in character and convey a grant element of at least 25%.</li> </ul>
Disbursements	A disbursement is the placement of resources at the disposal of a recipient country or agency (see OECD-DAC Statistical Directives para. 15-18). Resources provided in kind should only be included when the value of the resources have been monetised in an agreement or in a document communicated to government. In order to avoid double counting in cases where one donor disburses ODA funds on behalf of another, it is the donor who makes the final disbursement to the government who should report on these funds.
Government sector	Administrations (ministries, departments, agencies or municipalities) authorised to receive revenue or undertake expenditures on behalf of central government.
Disbursements for the government sector	This category includes the disbursement of ODA in the context of an agreement with the government sector (see definition above), including works, goods or services delegated or subcontracted by government to other entities (e.g. NGOs, private companies).
Use of national budget execution procedures (Q <sup>d5</sup> )	Donors use national budget execution procedures when the funds they provide are managed according to the national budgeting procedures as they were established in the general legislation and implemented by government. This means that programmes supported by donors are subject to normal country budgetary execution procedures namely procedures for authorisation, approval and payment.
Use of national financial reporting procedures (Q <sup>d6</sup> )	Legislative frameworks normally provide for specific types of financial reports to be produced as well as for the periodicity of such reporting. The use of national financial reporting means that donors do not make additional requirements on governments for financial reporting. In particular they do <u>NOT</u> require: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The production of additional financial reports.</li> <li>▪ Periodicities for reporting that are different from government's normal reporting cycle.</li> <li>▪ Formats for reporting that do not use government's existing chart of accounts.</li> </ul>
Use of national auditing procedures (Q <sup>d7</sup> )	Donors rely on the audit opinions, issued by the country's supreme audit institution, on the government's normal financial reports/statements as defined above. The use of national auditing procedures means that donors do not make additional requirements on governments for auditing.



<p>Use of national procurement procedures</p>	<p>Donors use national procurement procedures when the funds they provide for the implementation of projects and programmes are managed according to the national procurement procedures as they were established in the general legislation and implemented by government. The use of national procurement procedures means that donors do not make additional, or special, requirements on governments for the procurement of works, goods and services. (Where weaknesses in national procurement systems have been identified, donors may work with partner countries in order to improve the efficiency, economy, and transparency of their implementation).</p>
-----------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>1. EU target 2</b>		
Provide all capacity building assistance through coordinated programmes with an increasing use of multi-donor arrangements <sup>1</sup>		
<b>2. Introduction</b>		
<p>EU target 2 aims to measure progress in aligning and coordinating support for capacity development. It's closely linked with indicator 4 of the Paris Declaration. Therefore, the term "capacity building" used in the EU target is interpreted as "technical cooperation". This use of the DAC definitions allows consistency with the DAC monitoring of the Paris Declaration.</p> <p>The term "coordinated" also refers to the DAC definition which covers the following principles: ownership of TC by partner countries, alignment of TC with countries/local strategies and objectives and, where more than one donor is involved, harmonisation of TC among donors.</p> <p>To avoid confusion, we strongly advise that you use the definitions given in the OECD guidance, by clicking on the link <a href="http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc">http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc</a>. DAC criteria on this indicator are being updated to make them easier to use and in January the final version to be used for monitoring the indicators in 2008 will be available on this site.</p> <p>Finally please note that a separate AIDCO initiative on EU target 2, related to preparing a strategy for achieving the target, is ongoing in 46 Delegations. Through this EAMR however, we hope to capture information from all delegations. Questions 1 and 2 below seek quantitative information on technical cooperation. Section 4 seeks qualitative information from delegations not participating in the survey launched by AIDCO (46 Delegations contacted) and provides the opportunity to share your experience and views.</p>		
<b>3. Questions and definitions</b>		
1	<p>How much technical cooperation did you disburse in 2007 (Total TC in EUR)?</p> <p><i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d3</sup></i></p> <p><i>(Voir annexe 1)</i></p>	11,47M€
2	<p>How much technical cooperation did you disburse through co-ordinated programmes in support of capacity development in 2007 (EUR)?</p> <p><i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d4</sup></i></p> <p><i>Si l'on comprend le critère 1 de façon restrictive (1,59M€): le pays n'a pas clairement identifié "tous les objectifs à poursuivre en matière de renforcement des capacités dans le cadre de stratégies nationales ou sectorielles plus larges". Dans le cadre de la préparation de l'enquête OCDE (2008), nous attendons un échange avec le gouvernement et les autres donateurs pour s'assurer d'une interprétation commune de ce critère. Si une lecture large du critère 1 est adoptée, on pourra considérer que toute la coopération technique est coordonnée (11,47M€). La coopération technique est toutefois alignée sur "les objectifs de renforcement des capacités poursuivis par le Mali" puisque c'est sur demande du Mali que la coopération technique est mobilisée (Ordonnateur national) (critère 2), toute la coopération technique est "contrôlée par les autorités nationales compétentes" (critère 3) et dans le cas de soutien à des programmes du pays (PDI et PAGAMFP) un dispositif de coordination des activités de coopération technique entre le Mali et les donateurs existe (critère 4).</i></p>	1,59M€ Ou 11,47M€

<sup>1</sup> Despite the different wording the target is interpreted to correspond to Paris Declaration indicator 4. Please pay particular attention to the definition for the question Q<sup>d4</sup>.

4. Definition of Indicator		
3	$Q^d 4 / Q^d 3$ (please calculate this and enter in the next column as %)	13,87% Ou 100%

## 5 Additional Information

4

### Qualitative information<sup>2</sup> :

Are there any significant initiatives to promote coordinated technical cooperation in your country?

If so, please provide a short description. And indicate whether they are linked to the Code of Conduct / Division of Labour process or any other "EU initiatives"

If not, highlight key constraints delaying joint work on TC and capacity development.

Please note any other comments you have on these issues

Les initiatives sont limitées à ce niveau. On peut cependant citer le Programme de Développement Institutionnel (PDI) qui fait l'objet d'un appui conjoint de PTF dans certaines de ses composantes. L'une des contraintes à ce niveau reste l'absence de programmes gouvernementaux de renforcement des capacités au niveau global et sectoriel qui permettrait de coordonner plus facilement les appuis des différents PTF.

Toute fois, la Feuille de route des PTF sur l'efficacité de l'aide a pris en compte cette question et prévoit des actions pour la coordination de l'assistance technique dans le (PDI et notamment volet PAGAMGFP, systèmes statistiques au niveau sectoriel y compris gestion de l'aide).

---

<sup>2</sup> These questions are taken from the survey on " Developing an EuropeAid Strategy on TC and PIU" sent to delegations which are members of the Aid Effectiveness Network. **They need to be answered by delegations who are not participating in this survey.**

1. EU target 3		
Avoid establishment of new project implementation units (PIUs).		
2. Introduction		
<p>EU target 3 aims to assess progress towards strengthening local capacity by tracking the number of PIUs put in place to manage projects and programmes. It is linked to indicator 6 of the Paris Declaration. This target is interpreted as "avoiding the establishment of new parallel PIUs"</p> <p>To avoid confusion, we strongly advise that you use the definition of parallel PIUs given in OECD guidance, by clicking on the link <a href="http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc">http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc</a>. DAC criteria for this indicator are being updated to make them easier to use and in January the final version to be used for monitoring the indicators in 2008 will be available on this site.</p> <p>Finally please note that a separate AIDCO initiative on EU target 2, related to preparing a strategy for achieving the target, is ongoing in 46 Delegations. Through this EAMR however, we hope to capture information from all delegations. Questions 1 and 2 below seek quantitative information on technical cooperation. Section 4 seeks qualitative information from delegations not participating in the survey launched by AIDCO (46 Delegations contacted) and provides the opportunity to share your experience and views.</p>		
3. Questions and Definitions		
1	<p>How many parallel project implementation units funded by EC were in operation in December 2007?</p> <p><i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d</sup>10</i></p> <p>Toutes les unités de mise en oeuvre de projet répondent aux critères 1, 2 et 3. Seul le critère 4 n'est pas rempli.</p>	0
2	<p>Out of these, how many <u>new</u> parallel project implementation units were established during 2007?</p>	0

<b>4. Additional Information</b>	
<b>3</b>	<p><b>Qualitative information<sup>3</sup>:</b></p> <p>Are there any significant initiatives to avoid the establishment of parallel PIUs in your country? What in your opinion should be done to increase domestic ownership and quality of project implementation arrangements? If so, please provide a short description. If not, highlight key constraints. Please note any other comments you have on these issues</p> <p>Dans la feuille de route des PTF au Mali, les PTF se sont engagés à réduire dans le programme de travail de 2008 le nombre d'unités parallèles de gestion de projets en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inventoriant secteur par secteur les différentes PIU</li> <li>- Adoptant un plan et calendrier secteur par secteur pour supprimer ou transformer ces PIU</li> </ul> <p><b>NB :</b> L'indicateur avait été mal calculé pour 2006, la précision des critères OCDE ont permis de corriger les résultats.</p>

---

<sup>3</sup> These questions are taken from the survey on " Developing an EuropeAid Strategy on TC and PIU" sent to delegations which are members of the Aid Effectiveness Network. **They need to be answered by delegations who are not participating in this survey.**

## 1. EU Target No 4

Reduce the number of uncoordinated missions by 50%.

## 2. Introduction

The aim is to collect data on the number of uncoordinated EC Missions to your country. The information needed is (a) the total number of EC Missions to your country and (b) how many of these were coordinated.

The Paris Declaration **objectives** underlying the related indicator of progress for coordinated missions are: "In planning their missions to the field<sup>4</sup> it is important that donors: Conduct **fewer missions**, coordinate timing of missions with partner authorities and, where necessary, with other donors, *conduct more joint missions*, *avoid conducting missions during "mission free periods"*<sup>5</sup>.

Coordinated mission **is a mission undertaken by 2 or more donors jointly, or by one donor on behalf of another**. In practice, the following 3 questions help to clarify what is meant by a mission:

1. Does the mission involve international travel to a beneficiary country? i.e. **this concerns only missions from HQ, not missions undertaken within the country by the Delegation**.
2. Does the mission involve a request to meet with government officials, including local government?
3. Is this mission undertaken by 2 or more donors jointly? Or is it done by an HQ service also on behalf of another donor?

The Definitions and Guidance of the OECD ([www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc](http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc)) requires that missions undertaken by consultants contracted by AIDCO (or other DG's), if they meet the 3 above questions, must also be included.

## 3. Questions and definitions

OECD ref: Q <sup>d</sup> 15	How many <b>HQ missions</b> to the field were undertaken in FY 2007? <sup>6</sup>	9
Q <sup>d</sup> 16	How many of these were coordinated?	1
Please provide a breakdown of missions the Commission and its services have undertaken to your country in FY 2007 in the table below:		
Missions by:	Coordinated	Uncoordinated
Members of Commission	1	
AIDCO		4
DEV		
RELEX		
TRADE		
ECHO		
FISH		
OTHER DGs		
Consultants contracted by the Commission		5
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>9</b>

## 4. Definition of Indicator

<sup>4</sup> 'Field' refers to the country in general including missions to the capital only.

<sup>5</sup> The target set for 2010 for indicator 10 a) is to have 40% if donor missions to the field as joint.

<sup>6</sup> This question applies to the missions from the HQ

<b>Q<sup>d</sup>16 / Q<sup>d</sup>15</b>	2006	2007
Please calculate and enter in the column for 2007 and also include the figure for this indicator for 2006 ;	42,86%	11%

L'indicateur avait été mal calculé en 2006 (les missions d'appui à la DCE n'entraînant pas de contacts avec les autorités nationales, les participations à des ateliers avaient été comptabilisés...), suite aux précisions apportées par l'OCDE, le calcul a été révisé pour 2007.



### 5. Additional Information

Delegations are invited to list the dates for main HQ missions already planned for the March 2008 to August 2008, indicating whether they are, or not, to be coordinated with other donors;

HQ DG	Date planned	Purpose/Sector	Coordinated (Yes/No)
AIDCO E6	début 2008	Office du Niger	Non
AIDCO E4	début 2008	Société civile	Non
AIDCO E4	début 2008	Décentralisation	Non
AIDCO E3	début 2008	Migration	Non
AIDCO E1	début 2002	Appui Budgétaire	Non

Delegations are suggested to indicate higher priority requests for HQ missions needed from September 2008 to February 2009, but not yet agreed with HQs, that the Delegation estimates serve better the coordination arrangements at local level and can yield more added value for the policy dialogue.

HQ DG	Date planned	Purpose/Sector	Donor(s) involved
AIDCO E6	début 2008	Office du Niger	Non
AIDCO E4	début 2008	Société civile	Non
AIDCO E4	début 2008	Décentralisation	Non
AIDCO E3	début 2008	Migration	Non
AIDCO E1	début 2002	Appui Budgétaire	Non

Delegations are asked to briefly inform if there are significant initiatives to decrease the number of uncoordinated missions in your country? If so, please provide a short description. If not, highlight key constraints.

Ce point fait l'objet du plan d'action du gouvernement sur l'efficacité de l'aide adopté en 2007. Cependant, les PTFs soulignent les difficultés liées à cet exercice notamment en terme de contraintes de calendrier respectif. A traiter dans le cadre des groupes sectoriel/thématiques existants.

Finally, Delegations are asked to assess the likelihood of meeting, by 2010, the twin targets for missions, ie. the OECD target of 40% and the EU target of halving the number of un-coordinated missions.

- OECD target of 40% likely to be met: Yes
- EU target of halving the number of un-coordinated missions: Yes

Delegations are asked to briefly indicate what additional steps HQ should be prepared to consider to help in achieving those targets at the level of the beneficiary country concerned:

Il est souhaitable que le siège ne programme pas de missions en dehors du planning approuvé.

## Other aid effectiveness related information

On 4 July 2007 our Counsellors Louis Michel and Benita Ferrero-Waldner wrote to all Heads of Delegations requesting implementation of the Code of Conduct for Division of Labour. Several Delegations have responded and have attached their progress reports on aid effectiveness. We need information on the specific points below:

1. Paragraph 5 of the Council conclusion on Division of Labour notes:

"Simultaneously with the implementation of the Code of Conduct, the Member States and the Commission **will promote wide discussions with partner countries and other donors on complementarity and division of labour**, based on the EU code of Conduct which will be complemented by first experiences in the field. **The outcome of these discussions would constitute an input to the OECD/DAC partnership and the High Level Forum on Aid Effectiveness III that will take place in Accra, Ghana in 2008.** The Council invites the **incoming Presidencies to actively support such a process**, in close cooperation with the Member States and the Commission."  
(Highlights by AIDCO 01)

**1.1** Have the discussions with partner countries and other donors been held?

(a) **If yes**, when and what was the result? Please describe in brief how these talks are progressing.

Ces discussions ont été initiées notamment dans le cadre de la préparation de notre stratégie du 10<sup>ième</sup> FED. A l'heure actuelle il y a un engagement fort des PTFs pour finaliser une stratégie commune d'assistance pays en 2008. L'année 2007 a été marquée par un atelier SCAP qui a eu lieu en septembre 2007. Dans le cadre de cet atelier, une des premières priorités retenues a été de procéder à un exercice d'analyse des avantages comparatifs en vue. Une matrice de division du travail sera finalisée début 2008. Il par ailleurs attendu qu'une analyse par secteurs soit faite des potentialités pour la conclusion d'arrangements du type cofinancement et de convention de coopération déléguées.

(b) **If no**, are there plans to hold them? If yes, please describe briefly what the plans are.

**1.2** What input on division of labour is planned by the partner country towards HLF III? If none, then leave blank.

Ces aspects sont inclus dans le plan national d'actions sur l'efficacité de l'aide. Il est attendu que le gouvernement, qui a mis à cet effet un secrétariat de l'harmonisation; précise les actions concrètes prévues dans le plan telles que "i) favoriser la coopération déléguée dans les négociations bilatérales, ii) participation avec les PTFs pour chaque secteur à l'élaboration de plan d'harmonisation, iii) établir une note sur les bonnes pratiques, iv) privilégier les mécanismes de gestion financière du pays ...

**2** In paragraph 14 the Council invites the Commission to outline Community implementation of the Code of Conduct in its annual report on development cooperation, including: '**a self-assessment in its potential areas of comparative advantage** as referred to in the joint Development Policy Statement'.  
(highlights by AIDCO 01)

**2.1** What action has been taken towards this self assessment of comparative advantage?

(a) If yes, please describe the process in brief and the results.

Cet exercice a réellement débuté fin 2007 avec la préparation d'une matrice de complémentarité des bailleurs y inclus un processus d'analyse des avantages comparatifs des bailleurs. La matrice est actuellement en cours de finalisation. Il est prévu qu'une stratégie commune d'assistance pays puisse être conclue pour 2008. La Stratégie commune d'appui des PTF au CSCRП sera construite sur les trois piliers suivants : Pilier 1 : De nouvelles modalités de travail et de collaboration basées sur la programmation concertée et l'alignement, l'harmonisation, la division du travail et la complémentarité. Pilier 2 : Une stratégie de financement du CSCRП et des actions additionnelles vers l'accélération dans l'atteinte des OMD: Pilier 3: Un dialogue avec le GdM basé sur un cadre conjoint de suivi et en respectant les principes de partenariat et d'appropriation nationale :

**3** In country that have already initiated some form of division of labour:

**3.1** Please describe the process. (e.g., when did it start; partner country leadership; donors involved; results on the ground, etc).

**3.2** As a result of this process, did the Delegation:

- Reduce or expand the sectors in which it remains active?
- Exit from any sectors? Specify
- Enter any new sectors? Specify
- Become lead donor in any sectors? Specify
- Enter into delegated cooperation partnerships? Please specify.

**Tableau 1 Coopération technique – décaissement 2007**

Numéro Eng. Global			Eng. Ind.	Titre	Payé
7	ACP MLI	117	0	SYSMIN RECHERCHE GEOLOGIQUE ET ETUDE SECTEUR MINIER	2.964.308
7	ACP MLI	117	7	AT - GROUPEMENT BRGM-MAPS GEOSYSTEM	964.987
7	ACP MLI	117	13	AT - HANSA GEOMIN - A LA CELLULE DE PILOTAGE ET GESTION	187.431
7	ACP MLI	117	14	CONTRAT DE SRVICE - BRITISH GEOLOGICAL SURVEY	325.332
7	ACP MLI	117	17	GEOTER - CARTOGRAPHIE SIRAKORO-BAFING MAKANA	714.026
7	ACP MLI	117	19	BRGM-VOLET II-CARTOGRAPHIE GEOLOGIQUE DE LA REGION DU GOURMA	579.617
7	ACP MLI	117	22	CSA-ETUDES RELATIVES AU KAOLIN ET AUX PEGMATITES A SPODUMENE	192.915
8	ACP MLI	6	0	APPUI AU PROJET SECTORIEL DES TRANSPORTS	284.502
8	ACP MLI	6	14	LUXCONSULT SA : A.T. DIRECTION NATIONALE TRAVAUX PUBLICS	284.502
8	ACP MLI	12	0	APPUI AU DEMARRAGE DES COMMUNES AU MALI	62.430
8	ACP MLI	12	8	CONTRAT A.T. SEPIA	62.430
8	ACP MLI	18	0	APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE	574.621
8	ACP MLI	18	2	AT SOFRECO,APPUI SECTEUR SANTE	535.569
8	ACP MLI	18	16	GIE - ECOLE FORMATION AGENTS SOCIO- SANITAIRES - GAO	16.319
8	ACP MLI	18	39	AEDES - APPUI AU SIH DE IOTA	22.733
8	ACP MLI	19	0	PROGRAMME D'APPUI A LA FILIERE RIZ	498.392
8	ACP MLI	19	14	TRANSTEC - AT OFFICE DU NIGER SURVEILLANCE	189.766
8	ACP MLI	19	27	TRANSTEC - AT AU PROGRAMME D'APPUI A LA FILIERE RIZ	119.444
8	ACP MLI	19	30	VISION OFFICE DU NIGER	189.182
8	ACP MLI	21	0	PROGRAMME ENVIRONNEMENTAL APPUI LUTTE CONTRE DESERTIFICATION	499.358
8	ACP MLI	21	17	SOCREGE - CONTRAT AT AUPRES DU PEALD	90.401
8	ACP MLI	21	26	SODIPLAN SA - SERVICES D'INVENTAIRE FORESTIER	408.957
8	ACP ROC	52	0	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE KAYES KIDIRA	138.334
8	ACP ROC	52	1	LOUIS BERGER - SURVEILLANCE TRAVAUX KAYES- KIDIRA	138.334
9	ACP MLI	6	0	PROGRAMME PLURIANNUEL D'APPUI BUDGETAIRE AU CADRE	977.397
9	ACP MLI	6	8	ECO-CC-AT EN GESTION CONTRATUELLE ET FINANCIERE DU DP CSLP	76.120

9	ACP MLI	6	10	HPC-CC-ETUDE ASPECT TRANSVERSAL DU CSLP- PROFIL ENVIRONNE-	27.976
9	<b>ACP MLI</b>	<b>6</b>	<b>18</b>	<b>FAISABILITE D'UN PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>97.013</b>
9	ACP MLI	6	19	IDC-CC-ETUDE RECETTES DOUANIERES ET LA FISCALITE INTERIEURE	47.498
9	<b>ACP MLI</b>	<b>6</b>	<b>24</b>	<b>LOUIS BERGER-AT POUR L'APPUI INSTITUTIONNEL DU CSLP</b>	<b>471.875</b>
9	<b>ACP MLI</b>	<b>6</b>	<b>27</b>	<b>AT AU CSLP - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES AU CONTRAT 9 MLI 6</b>	<b>256.915</b>
9	ACP MLI	9	0	APPUI A LA CELLULE DE L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED AU MALI	144.894
9	ACP MLI	9	2	GEOMAR INTERNATIONAL	144.894
9	ACP MLI	10	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCF)	419.817
9	ACP MLI	10	13	LM - CONTRAT AT AUPERS DU CDI - AMS 451	94.050
9	ACP MLI	10	31	TRANSTEC - ETUDE SUR LES QUESTIONS MIGRATOIRES AU MALI	30.983
9	ACP MLI	10	37	ETUDE RECETTES DOUANIERES (AV2 A 9ACP MLI 6- 19)	30.114
9	ACP MLI	10	39	ASSISTANCE TECHNIQUE A L'ON	118.500
9	ACP MLI	10	42	ETUDE DE FAISABILITE 10EME FED OFFICE DU NIGER	65.988
9	ACP MLI	10	43	ETUDE FAISABILITE APPUI SECTEUR CULTURE AU MALI	80.182
9	ACP MLI	12	0	APPUI INSTITUTIONNEL ET AMENAGEMENT D'ITINERAIRES EXISTANTS	2.466.959
9	ACP MLI	12	2	AIC PROGETTI, SURVEILLANCE TRAVAUX DE LA ROUTE DIEMA-NIORO	355.686
9	ACP MLI	12	4	TECHNIPLAN SPA - SURVEILLANCE TRAVEAU BITUM DIDIEDENI-DIEMA	468.495
9	ACP MLI	12	8	AT DIWI CONTROLE & SURVEILLANCE TRAVAUX BITUMAGE KATI-KITA	509.187
9	ACP MLI	12	9	BCEOM-CONTRAT SERVICE-CONTROLE PERIODIQUE TECHNIQ.ET FINANC.	104.909
9	ACP MLI	12	10	BCEOM-CONTRAT AT MINISTERE EQUIPEMENT ET TRANSPORTS ET AUTRE	566.953
9	ACP MLI	12	16	LOUIS BERGER-AT AU TRANSPORT SOUS FORME DE PROG.DE FORMATION	461.729
9	ACP MLI	17	0	ARIANE:APPUI ET RENFORCEMENT DES INITIATIVES DES ACTEURS NON	262.332
9	ACP MLI	17	1	TRANSTEC S.A - CONTRAT ASSISTANCE TECHNIQUE	262.332
9	ACP MLI	18	0	ADER-NORD: PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES REGIONS DU	367.665
9	ACP MLI	18	2	ASSISTANCE TECHNIQUE ADERE NORD (1 246 449.6 EUR)	367.665
9	ACP MLI	20	0	PACTEA : PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES	816.775
9	ACP MLI	20	3	ASSISTANCE TECHNIQUE DU PACTEA	816.775

9	ACP MLI	21	0	PARAD :PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME ADMINISTRATIVE ET A LA	762.372
9	ACP MLI	21	7	ASSISTANCE TECHNIQUE A LA DECENTRALISATION - PARAD	104.560
9	ACP MLI	21	9	AT REFORME DE L'ETAT AUPRES DU CDI	214.346
9	ACP MLI	21	14	TRANSTEC - ETUDES S.MODALITES D'ACCES AU FAT (FONDS D'APPUI	53.459
9	ACP MLI	21	15	AT COOPERATION DECENTRALISEE	116.062
9	ACP MLI	21	17	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL A LA DNCT	181.125
9	ACP MLI	21	20	AT COURT TERME AUPRES DE L'AGETIC	92.820
9	ACP MLI	23	0	AVENANT NO. 2 A LA CF 6365/REG DE 5.5 MIO (SEE ALSO 9 ACP RO	111.652
9	ACP MLI	23	6	AVEN.DU 8-ROC-42/72 ETUDE ET CONTROLE DES TRAVAUX AUGM.+PROL	111.652
9	ACP MLI	28	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCF)	119.903
9	ACP MLI	28	2	BERENSCHOT INTERNATIONAL-AT DEMARRAGE CIGEM	119.903
					<b>11.471.711</b>

En gras, la coopération technique coordonnée : 1 588 175€

**Tableau 2 Détail mission du siège**

<b>Nom de la personne</b>	<b>Service</b>	<b>Date</b>	<b>Objet de la mission</b>
Commissaire Louis Michel	Commission	7 au 8/02/2007	Ouverture des Rencontres Internationales des Régions Francophones et Réunion de Haut Niveau sur les Migrations et le Développement
<b>Réunion de Haut Niveau sur les Migrations et le Développement Mali - Cedeao - Espagne - France</b>			
Guido Carrara	DG DEV D (desk Mali)	04 au 08/02/2007	Réunion de Haut Niveau sur les Migrations et le Développement
Eric Raffault	DG ADMIN	04 au 08/02/2007	Agent de sécurité du Commissaire Louis Michel
Emma Haddad	DG JLS	05 au 07/02/2007	Réunion de Haut Niveau sur les Migrations et le Développement
Maud Arnould	Cabinet Commissaire LM	07 au 08/02/2007	Réunion de Haut Niveau sur les Migrations et le Développement
Domenico Rosa	Cabinet Commissaire LM	07 au 08/02/2007	Réunion de Haut Niveau sur les Migrations et le Développement
Amadeu Altafaj Tardio	Porte Parole Commissaire LM	07 au 08/02/2007	Réunion de Haut Niveau sur les Migrations et le Développement
Antoni Ramon	DG ADMIN	07 au 08/02/2007	Agent de sécurité du Commissaire Louis Michel
<b>CIGEM - Appui préparation FIP</b>			
Ralph Genetzke	DG AIDCO E3	28/02 au 07/03/07	Projet CIGEM
<b>Programme d'Appui à la Réforme de l'Etat et Décentralisation</b>			
Benito Marin Herrero	DG AIDCO E4	avr-07	Mission d'évaluation conjointe des indicateurs du PARAD tranche variable N°1
Benito Marin Herrero	DG AIDCO E4	nov-07	Atelier Régional Décentralisation et mission de suivi ADERE Nord
Myriam Pikaar	AIDCO E3	nov-07	Atelier Régional Décentralisation et mission de suivi ADERE Nord
Dominique Steverlynck	AIDCO E4	nov-07	Atelier Régional Décentralisation et mission de suivi ADERE Nord
<b>Harmonisation de l'aide</b>			
Antonio Lopez Penia	DG DEV	18 au 20 avril 2007	Suivi de l'Agenda Harmonisation de l'Aide avec les EM de l'UE
<b>Suivi AIDCO</b>			
Ilse Couge	DG AIDCO (desk Mali)	18 au 23 juin 2007	Visite de terrain

**Tableau 3 Missions externes**

<b><i>Etude de faisabilité Centre d'Information et de Gestion des Migrations</i></b>
<b><i>Etude de Faisabilité Culture</i></b>
<b><i>Etude de faisabilité Appui à l'Office du Niger</i></b>
<b><i>Etude Développement du secteur privé dans le cadre des APE</i></b>
<b><i>Etude sur les recettes douanières et la fiscalité intérieure</i></b>



		FINANCEMENTS DU CSCRP SUR 2007-2011 EN DEVICES					
Données							
	Devises*	2007	2008	2009	2010	2011	TOTAL 2007-2011
Allemagne	€	27.900.071	25.523.186	19.125.886	6.718.067	609.350	79.876.560
BAD	UC	57.393.158	53.639.825	42.205.764	18.452.777	11.739.442	183.430.966
Banque Mondiale	\$	146.146.153	151.984.622	127.734.696	117.035.696	ND	542.901.167
Belgique	€	13.566.318	16.445.774	17.623.819	16.670.783	16.431.547	80.738.242
Canada	\$can	62.143.766	69.060.000	71.050.000	81.290.000	91.500.000	375.043.766
Danemark	CFA	2.300.000.000	9.190.000.000	11.770.000.000	14.840.000.000	17.440.000.000	55.540.000.000
DCE	€	119.802.087	107.418.598	107.619.223	157.371.666	118.500.000	610.711.574
Etats Unis	\$	38.233.633	144.463.000	208.722.750	108.722.856	108.722.856	608.865.095
FAO	\$	740.084	5.390.046	3.380.821	381.302	ND	9.892.253
FNUAP	\$	2.284.434	4.100.000	4.100.000	4.100.000	4.100.000	18.684.434
France	€	22.280.519	52.836.000	59.998.000	59.677.000	55.362.000	250.153.519
OIM	CFA	142.000.000	112.700.000	4.000.000	ND	ND	258.700.000
OMS	\$	3.000.000	4.000.000	4.257.000	4.250.000	4.250.000	19.757.000
ONUDI	CFA	246.994.000	2.971.794.000	743.010.000	411.825.000	160.498.000	4.534.121.000
ONUSIDA	\$	NC	644.500	352.000	ND	ND	996.500
PAM	CFA	NC	3.679.200.000	3.679.200.000	3.679.200.000	2.009.200.000	13.046.800.000
Pays Bas	€	47.509.725	59.030.000	64.830.000	67.800.000	64.250.000	303.419.725
PNUD	\$	NC	24.922.000	24.800.000	24.800.000	21.000.000	95.522.000
Suède	SEK	245.800.000	257.500.000	249.100.000	249.000.000	253.000.000	1.254.400.000
Suisse	CH	10.946.000	13.140.000	12.556.000	12.850.000	10.700.000	60.192.000
UNICEF	\$	20.273.000	19.688.000	27.175.000	27.175.000	27.175.000	121.486.000

\* Correspond à la devise utilisée dans données brutes communiquées

ND

Non disponible

NC

Non communiqué

Engagement Financiers Globaux des PTF sur 2007-2011 en FCFA											
FINANCEMENTS DU CSCRP SUR 2007-2011 EN MILLIONS CFA											
Données en millions CFA											
Donateur	2007	2008	2009	2010	2011	TOTAL 2007-2011	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	18.290	16.732	12.538	4.404	399	52.363	5,80%	3,71%	2,67%	1,02%	0,12%
BAD	42.126	39.371	30.979	13.544	8.617	134.637	13,35%	8,73%	6,59%	3,14%	2,55%
Banque Mondiale	69.986	72.781	61.169	56.045	ND	259.981	22,18%	16,14%	13,02%	13,01%	ND
Belgique	8.893	10.781	11.553	10.929	10.772	52.928	2,82%	2,39%	2,46%	2,54%	3,19%
Canada	27.702	30.785	31.673	36.237	40.789	167.186	8,78%	6,83%	6,74%	8,41%	12,08%
Danemark	2.300	9.190	11.770	14.840	17.440	55.540	0,73%	2,04%	2,51%	3,45%	5,17%
DCE	78.536	70.418	70.550	103.165	77.683	400.352	24,89%	15,62%	15,02%	23,95%	23,01%
Etats Unis	18.309	69.180	99.952	52.065	52.065	291.570	5,80%	15,34%	21,28%	12,09%	15,42%
FAO	354	2.581	1.619	183	ND	4.737	0,11%	0,57%	0,34%	0,04%	ND
FNUAP	1.094	1.963	1.963	1.963	1.963	8.947	0,35%	0,44%	0,42%	0,46%	0,58%
France	14.606	34.637	39.332	39.121	36.293	163.988	4,63%	7,68%	8,37%	9,08%	10,75%
OIM	142	113	4	ND	ND	259	0,05%	0,02%	0,00%	ND	ND
OMS	1.437	1.915	2.039	2.035	2.035	9.461	0,46%	0,42%	0,43%	0,47%	0,60%
ONUDI	247	2.972	743	412	160	4.534	0,08%	0,66%	0,16%	0,10%	0,05%
ONUSIDA	NC	309	169	ND	ND	477	ND	0,07%	0,04%	ND	ND
PAM	NC	3.679	3.679	3.679	2.009	13.047	ND	0,82%	0,78%	0,85%	0,60%
Pays Bas	31.145	38.697	42.499	44.446	42.119	198.907	9,87%	8,58%	9,05%	10,32%	12,48%
PNUD	NC	11.934	11.876	11.876	10.056	45.743	ND	2,65%	2,53%	2,76%	2,98%
Suède	17.418	18.247	17.652	17.645	17.929	88.891	5,52%	4,05%	3,76%	4,10%	5,31%
Suisse	4.369	5.244	5.011	5.128	4.270	24.023	1,38%	1,16%	1,07%	1,19%	1,26%
UNICEF	9.708	9.428	13.013	13.013	13.013	58.176	3,08%	2,09%	2,77%	3,02%	3,85%
<b>Total</b>	<b>315.518</b>	<b>450.959</b>	<b>469.782</b>	<b>430.732</b>	<b>337.612</b>	<b>2.004.603</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

NB: le chiffre "0" indique des données non disponibles

ND Non disponible  
NC Non communiqué

## FINANCEMENTS CUMULES 2007-2011 DU CSCRP SUR 2007-2011 PAR PTF EN MILLIONS FCFA

Orientations stratégiques CSCRP	Dev Infrastructures et secteurs productifs							Reformes Structurelles								
	Autres	Eau potable et assainissement	Environnement	Infrastructures et dev urbain	Secteur agricole et rural	Securité alimentaire	TOTAL	Autres	Cadre macroeconomique	Decentralisation et aménagement du territoire	Dev PME PMI & Env Affaires	Formation professionnelle et emploi	Justice et droits humains	Multi domaines	Multi domaines (Decentralisation, Reformes Administration)	Processus démocratique et société civile
Allemagne	0,0	1.903,2	2.523,9	2.499,8	12.540,3	0,0	19.467,1	0,0	1.733,0	10.925,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	672,8
BAD	1.951,0	0,0	908,2	0,0	61.882,7	0,0	64.741,9	0,0	0,0	15.291,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banque Mondiale	0,0	0,0	1.955,5	19.718,5	58.557,6	0,0	80.231,6	0,0	0,0	0,0	19.675,5	976,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	0,0	0,0	0,0	234,0	7.442,3	0,0	7.676,3	0,0	0,0	5.182,0	0,0	2.483,7	0,0	0,0	0,0	1.309,1
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	15.713,7	55,7	15.769,4	490,4	12.508,5	2.674,7	0,0	0,0	2.572,1	0,0	0,0	5.973,4
Danemark	0,0	0,0	0,0	0,0	13.900,0	0,0	13.900,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11.840,0	0,0	11.400,0
DCE	0,0	0,0	4.511,3	83.647,2	22.301,1	9.308,2	119.767,7	9.866,0	0,0	15.985,9	63.551,9	0,0	0,0	0,0	35.071,9	8.820,5
Etats Unis	0,0	0,0	0,0	56.826,0	126.617,2	0,0	183.443,1	0,0	0,0	8.600,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FAO	0,0	0,0	239,4	0,0	72,4	4.425,3	4.737,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FNUAP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	1.638,9	0,0	1.167,2	1.966,7	15.537,5	0,0	20.310,3	5.502,3	0,0	4.010,5	10.434,3	3.474,4	407,5	0,0	26,2	37,5
OIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	173,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,2	0,0	0,0	35,0
OMS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ONUDI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4.534,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ONUSIDA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAM	0,0	0,0	365,6	0,0	1.461,6	292,0	2.119,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	43.679,3	0,0	43.679,3	426,1	0,0	0,0	524,4	0,0	393,3	0,0	3.703,9	0,0
PNUD	0,0	0,0	9.960,6	0,0	0,0	0,0	9.960,6	0,0	0,0	4.214,1	4.214,1	0,0	1.915,5	19.250,7	0,0	0,0
Suède	0,0	0,0	6.129,7	0,0	0,0	0,0	6.129,7	0,0	1.984,2	0,0	0,0	0,0	857,5	0,0	0,0	8.914,7
Suisse	0,0	0,0	319,3	179,6	4.443,2	0,0	4.942,1	0,0	0,0	7.072,1	878,0	2.075,3	0,0	0,0	0,0	199,6
UNICEF	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8.959,7	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>3.589,9</b>	<b>1.903,2</b>	<b>28.080,6</b>	<b>165.071,7</b>	<b>384.148,9</b>	<b>14.081,2</b>	<b>596.875,5</b>	<b>16.457,8</b>	<b>16.225,7</b>	<b>73.956,9</b>	<b>103.812,5</b>	<b>9.009,5</b>	<b>15.134,8</b>	<b>31.090,7</b>	<b>38.802,0</b>	<b>37.362,5</b>

En millions FCFA

Orientations stratégiques CSCR				Secteur social							Genre	CSLP Global	Autres			Total
Domaines de concentration sectorielle	Reforme de l'administration et de la fonction publique	Secteur financier et microfinance	TOTAL	Autres	Eau potable et assainissement	Education	Lutte contre le VIH Sida	Multi domaines	Santé	TOTAL	Genre	Cadre macroeconomique	Autres	Multi domaines	TOTAL	
Allemagne	0,0	1.840,2	15.171,8	0,0	10.728,3	1.346,7	1.804,3	0,0	0,0	13.879,2	99,6	3.277,8	467,6	0,0	467,6	52.363,1
BAD	778,1	0,0	16.069,7	0,0	8.452,0	10.060,6	6.021,0	0,0	10.942,3	35.475,8	0,0	18.349,9	0,0	0,0	0,0	134.637,3
Banque Mondiale	0,0	3.560,8	24.212,4	0,0	0,0	25.759,3	8.821,7	0,0	601,8	35.182,7	35.153,7	85.200,7	0,0	0,0	0,0	259.981,1
Belgique	1.005,2	0,0	9.980,0	0,0	1.590,8	5.950,0	233,6	0,0	4.814,5	12.588,9	0,0	0,0	1.705,1	20.977,6	22.682,7	52.928,0
Canada	12.385,9	6.487,6	43.092,6	0,0	0,0	47.123,4	0,0	0,0	43.048,8	90.172,2	2.273,5	0,0	15.878,6	0,0	15.878,6	167.186,4
Danemark	0,0	0,0	23.240,0	0,0	18.400,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18.400,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55.540,0
DCE	0,0	0,0	133.296,2	0,0	13.176,6	0,0	0,0	0,0	0,0	13.176,6	0,0	124.019,3	10.092,2	0,0	10.092,2	400.352,0
Etats Unis	0,0	0,0	8.600,3	0,0	0,0	32.130,3	0,0	0,0	67.395,7	99.526,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	291.569,5
FAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4.737,1
FNUAP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8.947,5	8.947,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8.947,5
France	2.196,1	6.192,7	32.281,5	1.940,4	24.089,5	27.232,2	0,0	0,0	7.841,8	61.103,9	0,0	47.199,6	3.092,9	0,0	3.092,9	163.988,1
OIM	0,0	0,0	237,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,5	21,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	258,7
OMS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9.461,1	9.461,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9.461,1
ONUDI	0,0	0,0	4.534,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4.534,1
ONUSIDA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	477,2	0,0	0,0	477,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	477,2
PAM	0,0	0,0	0,0	0,0	5.188,8	900,0	0,0	0,0	3.825,0	9.913,8	1.013,8	0,0	0,0	0,0	0,0	13.046,8
Pays Bas	0,0	0,0	5.047,7	0,0	0,0	56.377,3	0,0	0,0	29.880,0	86.257,3	0,0	32.777,5	0,0	0,0	0,0	167.761,8
PNUD	0,0	0,0	29.594,4	0,0	0,0	0,0	3.889,4	0,0	0,0	3.889,4	2.298,6	0,0	0,0	0,0	0,0	45.743,0
Suède	0,0	0,0	11.756,3	0,0	4.393,5	14.172,7	0,0	0,0	7.440,7	26.007,0	0,0	43.935,5	1.063,0	0,0	1.063,0	88.891,4
Suisse	0,0	0,0	10.225,0	0,0	0,0	2.666,0	0,0	0,0	2.597,8	5.263,8	0,0	0,0	3.591,9	0,0	3.591,9	24.022,8
UNICEF	0,0	0,0	8.959,7	0,0	0,0	19.306,8	0,0	0,0	29.910,0	49.216,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58.176,5
<b>Total</b>	<b>16.365,3</b>	<b>18.081,3</b>	<b>376.299,1</b>	<b>1.940,4</b>	<b>80.830,6</b>	<b>247.314,2</b>	<b>22.168,6</b>	<b>0,0</b>	<b>226.706,8</b>	<b>578.960,6</b>	<b>40.839,2</b>	<b>354.760,2</b>	<b>35.891,3</b>	<b>20.977,6</b>	<b>56.868,9</b>	<b>2.004.603,5</b>

ANNEXE 11.2 Matrice des complémentarités (draft processus SCAP) - Version du 10-03-08

Orientation Stratégique	Domaine d'interv. Priorité	Positionnement CSLP 2002-2006 et situation 2007				Domaine de concentration PTF	Stratégie de positionnement - repositionnement 2007-2011 (SCAP)												
		PTF présents 2007	Groupes Thématiques	Secteur CSCRP	Nombre PTF présents		Retraits PTF		Entrées PTF 2008-11	Groupes Thématiques	PTF présents 2008-11	Sous-Thèmes	PTF présents 2008-11	Rôles (Groupes thématiques)					
							2008-09	2010-11						Lead	Actif	Silencieux			
Développement des Infrastructures et du secteur productif	Développement rural et sécurité alimentaire	Allemagne, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, Suède, Suisse, BM, DCE, Etats Unis, Canada, PNUD, BAD, FAO, PAM, ONUDI, Japon, Chine, BID, BADEA, BOAD	Economie agricole et rurale	Agriculture	15	Secteur agricole et rural				Belgique (agriculture)	Chine	Economie agricole et rurale	Allemagne, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, Suède, Suisse, BM, DCE, Etats Unis, Canada, PNUD, BAD, FAO, PAM, ONUDI, Japon, Chine, BID, BADEA, BOAD	Secteur rural	Allemagne, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, Suède, Suisse, BM, Etats Unis, Canada, PNUD, BAD, FAO, PAM, ONUDI, Japon, Chine, BID, BADEA, BOAD	France, Banque Mondiale, Pays-Bas, FAO	Allemagne, Etats Unis, Pays-Bas, Danemark, BM, Canada, BAD, Suède, PNUD, Belgique, DCE, PAM, Suisse, FAO	Chine, BID, BADEA	
				Elevage	7														
				Forêt	4														
				Pêche	4														
				Autre appui au monde rural	5														
				Sécurité alimentaire	11														Sécurité alimentaire
	Développement des infrastructures	Allemagne, Suisse, France, DCE, BAD, BM, BOAD, Japon, Chine, BID, BADEA, ONUDI, Etats Unis		Transport	9	Infrastructures et Développement Urbain							Développement des Infrastructures	Allemagne, DCE, BAD, BM, BOAD, France, Etats Unis, Japon, Chine, ONUDI, BID, BADEA	Transport et telecom	DCE, BAD, BM, BOAD, Etats Unis, Japon	DCE, BAD, Banque mondiale, France	DCE, BAD, BM, BOAD, Etats Unis, Japon	BID, BADEA
				Télécommunication	2										Energie et mines	Alle, France, BM, BAD, BOAD, DCE, ONUDI		Alle, France, BM, BAD, BOAD, DCE, ONUDI	BID
				Energie	7										Développement urbain	France, BM, Chine		France, BM, Chine	
				Autre	2														
Protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles	Allemagne, France, Pays-Bas, Suède, DCE, Etats Unis, FAO, PNUD, BAD, BM, Japon, ONUDI	Environnement		11	Environnement						Environnement	Alle, Pays-Bas, France, Suède, PNUD, Etats Unis, BM, DCE, FAO, BAD, ONUDI, Japon	Alle, Pays-Bas, France, Suède, PNUD, Etats Unis, BM, DCE, FAO, BAD, ONUDI, Japon	Alle, Pays-Bas, France, Suède, PNUD, Etats Unis, BM, DCE, FAO, BAD, ONUDI, Japon					

Orientation Stratégique	Domaine d'interv. Priorit	Positionnement CSLP 2002-2006 et situation 2007				Domaine de concentration PTF	Stratégie de positionnement - repositionnement 2007-2011 (SCAP)											
		PTF présents 2007	Groupes Thématiques	Secteur CSCRP	Nombre PTF présents		Retraits PTF			Groupes Thématiques	PTF présents 2008-11	Sous-Thèmes	PTF présents 2008-11	Rôles (Groupes thématiques)				
							2008-09	2010-11	2008-11					Lead	Actif	Silencieux		
Poursuite et consolidation des reformes structurelles	Consolidation de la reforme des administr publics	Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas, Suisse, DCE, Etats Unis, Canada, UNICEF, BAD, BM, PNUD	Décentralisat et réformes de l'Etat	Déconcentration et réformes de l'Etat	7	rerorme de l'Administration et de la fonction publique				Décentralisation et Développement institutionnel	DCE, Banque Mondiale, Allemagne, Belgique, Etats Unis, France, Pays-Bas, PNUD, Suisse, Canada, BAD, UNICEF	Réformes de l'administration et de la fonction publique	France, Pays-Bas, DCE, Canada, PNUD	DCE, Belgique, Allemagne	France, Pays-Bas, DCE, Canada, PNUD			
				Décentralisation	13		Décentralisation et aménagement du territoire		France			Décentralisation et aménagement du territoire	Alle, Belgique, Pays-Bas, Suisse, DCE, Canada, Etats Unis, UNICEF, PNUD, BM, BAD, PNUD		Alle, Belgique, Pays-Bas, Suisse, DCE, Canada, Etats Unis, UNICEF, PNUD, BM, BAD, PNUD			
			Gestion Finances publiques et AB	Gestion des Finances Publiques	10	Cadre macro économique			Gestion macro économique			Allemagne, Etats Unis, Danemark, Canada, France, Pays-Bas, Suède, BAD, DCE, FMI, BM, PNUD, UNICEF	Gestion des finances publiques	Allemagne, Danemark, Canada, France, Pays-Bas, Suède, BAD, DCE, FMI, BM, Etats Unis	Banque Mondiale, Canada, DCE	Allemagne, Danemark, Canada, France, Pays-Bas, Suède, DCE, FMI, BM, Etats Unis		BAD
				Statistiques	Statistiques		4	Statistiques					Suède, Allemagne, PNUD, BM, DCE	Suède	Suède, Allemagne, PNUD, BM, DCE			
	Promotion de la gouvernance démocratique et des libertes publiques	Allemagne, Belgique, France, Suède, Canada, Etats Unis, DCE, UNESCO, UNICEF, PNUD, BM	Justice	Justice et droits humains	8	Justice et droits humains				Justice	Danemark, France, PNUD, UNICEF, UNESCO, Canada, Allemagne, BM		Danemark, France, PNUD, UNICEF, UNESCO, Canada, Allemagne, BM	Canada, PNUD	France, PNUD, UNICEF, UNESCO, Canada, Allemagne	Danemark, BM		
				Paix et sécurité	5	Processus démocratique et société civile	Belgique					Processus démocratique et société civile	Danemark, France, DCE, PNUD, Canada, Alle, Pays-Bas, Etats Unis, UNESCO, Suède, Suisse		Danemark, France, DCE, PNUD, Canada, Allemagne, Pays-Bas, Etats Unis, UNESCO, Suède, Suisse	PNUD, Etats Unis, Canada, Suède	Danemark, France, Suède, DCE, PNUD, UNESCO, Canada, Etats Unis	Suisse, Pays-Bas, Allemagne
				Processus démocratique, élections	7		Canada (élections)											
	Developpement du secteur financier	Allemagne, France, Etats Unis, Canada, BM			5	Secteur financier et microfinance				Développement du secteur privé et microfinance	Allemagne, Danemark, France, Suisse, Etats Unis, DCE, BAD, BM, BOAD, Belgique, Canada, ONUDI, Chine	Micro finance	Allemagne, Danemark, Canada	Banque Mondiale, France	Allemagne, Danemark, Canada			
												Secteur financier	Allemagne, France, Etats Unis, Canada, BM		Allemagne, France, Etats Unis, Canada, BM			
	Poursuite reforme de l'environnem des affaires	France, DCE, Etats Unis, BM, ONUDI			5	Formation professionnelle et emploi				Développement du secteur privé et microfinance	Allemagne, Danemark, France, Suisse, Etats Unis, DCE, BAD, BM, BOAD, Belgique, Canada, ONUDI, Chine	Form profes. et emploi	Allemagne, France, Danemark, Chine, Etats Unis, BM, Japon, Chine	Banque Mondiale, France	France, Danemark, Chine, Etats Unis, BM, Japon, Chine	Allemagne		
												Environnement des affaires	France, Etats Unis, DCE, ONUDI, BM,		France, Etats Unis, DCE, ONUDI, BM,			
												Développement PME-PMI	Belgique, France, Danemark, Etats Unis, ONUDI, BM, BOAD, Danemark	Belgique, France, Danemark, Etats Unis, ONUDI, BM, BOAD, Danemark				
Intégration régionale												France, DCE, ONUDI, BAD, BM	France, DCE, ONUDI, BAD, BM					
					Développement PME-PMI Environnement des affaires					Belgique	Tourisme, artisanat, culture	Allemagne, Suisse, ONUDI, BOAD, Etats Unis, France, DCE, UNESCO, Danemark	Allemagne, Suisse, ONUDI, BOAD, Etats Unis, France, DCE, UNESCO, Danemark					

Orientation Stratégique	Domaine d'interv Priorit	Positionnement CSLP 2002-2006 et situation 2007				Domaine de concentration PTF	Stratégie de positionnement - repositionnement 2007-2011 (SCAP)									
		PTF présents 2007	Groupes Thématiques	Secteur CSCRP	Nombre PTF présents		Retraits PTF			Groupes Thématiques	PTF présents 2008-11	Sous-Thèmes	PTF présents 2008-11	Rôles (Groupes thématiques)		
							2008-09	2010-11	2008-11					Lead	Actif	Silencieux
Renforcement du secteur social	Developpement et acces aux services sociaux de base	Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas, Suède, Suisse, Etats Unis, Canada, FNUAP, UNESCO, UNICEF, PAM, BAD, BM, Japon, Chine	Education	Enseignement de base	9	Education	Suède (possible)	Suède (possible)	Education	France, Canada, Pays-Bas, BM, Suisse, Belgique, France, DCE, UNICEF, BAD, Allemagne, PAM, Suède, Etats Unis, UNESCO, Japon, FNUAP, China	Education de base et alphabétisation	France, Canada, Pays-Bas, BM, Suisse, DCE, UNICEF, UNESCO, FNUAP, BAD, Alle, PAM, Etats Unis, Japon, Chine, Suède	France, Pays-Bas, Japon, UNESCO	France, Pays-Bas, Canada	France, Canada, Pays-Bas, BM, Suisse, DCE, UNICEF, UNESCO, FNUAP, BAD, PAM, Etats Unis, Japon, Chine	Allemagne, Suède, Belgique
				Alphabétisation	4											
				Enseign technique	3											
				Enseign secondaire	2											
	Santé	Belgique, France, pays-Bas, Suède, Suisse, Etats Unis, Canada, FNUAP, UNICEF, OMS, PAM, BAD, BM, Chine	Santé	Santé (de base)	9	Santé	Suède (possible)	Belgique, Suède (possible)	Santé	BM, Pays-Bas, France, Suisse, BAD, France, DCE, UNICEF, FNUAP, Canada, OMS, ONUSIDA, FAO, Etats Unis, Suède, PAM, Chine		BM, Pays-Bas, France, Suisse, BAD, France, DCE, UNICEF, FNUAP, Canada, OMS, ONUSIDA, FAO, Etats Unis, Suède, PAM, Chine	Pays-Bas, Etats Unis	BM, Pays-Bas, France, Suisse, BAD, UNICEF, FNUAP, Canada, OMS, ONUSIDA, FAO, Etats Unis, PAM, DCE, Chine	Suède	
				Santé (général)	6											
Nutrition				5												
Développement social	8															
Lutte contre le VIH/Sida	Allemagne, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, DCE, FNUAP, UNICEF, OMS, PAM, BAD, BM, Japon	Eau et assainissement	Eau et assainissement	14	Eau potable et assainissement	Pays-Bas	Suède (2008)	Eau potable et assainissement	Alle, France, BM, DCE, Suède, Belgique, BAD, UNICEF, Danemark, PAM, Etats Unis, FNUAP, OMS, Japon		Allemagne, France, BM, DCE, Suède, Belgique, BAD, UNICEF, Danemark, PAM, Etats Unis, FNUAP, OMS, Japon	Allemagne, Danemark, BAD	Allemagne, France, BM, DCE, Suède, Belgique, BAD, UNICEF, Danemark, PAM, Etats Unis, FNUAP, OMS, Japon			
Lutte contre le VIH/Sida	Allemagne, France, Etats Unis, UNICEF, PNUD, OMS, OIM, PAM, ONUSIDA, BAD, BM	VIH-SIDA		11	Lutte contre le VIH - SIDA			VIH - SIDA	Allemagne, France, Etats Unis, UNICEF, PNUD, OIM, OMS, PAM, ONUSIDA, ONUDI, BAD, BM		Allemagne, France, Etats Unis, UNICEF, PNUD, OIM, OMS, PAM, ONUSIDA, ONUDI, BAD, BM	ONUSIDA, Allemagne, PNUD, BAD	Allemagne, France, Etats Unis, UNICEF, PNUD, OIM, OMS, PAM, ONUSIDA, ONUDI, BAD, BM			
Themes Transversaux	Genre	Allemagne, Suède, DCE, Canada, FNUAP, UNICEF, UNESCO, PNUD, OMS, ONUSIDA, ONUDI, Chine	Genre	11	Intégration du Genre			Genre	Allemagne, Etats Unis, Danemark, Suède, DCE, Canada, FNUAP, UNICEF, PNUD, OIM, PAM, ONUSIDA, ONUDI, Chine		Allemagne, Etats Unis, Danemark, Suède, DCE, Canada, FNUAP, UNICEF, PNUD, OIM, PAM, ONUSIDA, ONUDI, Chine	Canada, PNUD	Etats Unis, Allemagne, Danemark, Suède, DCE, Canada, FNUAP, UNICEF, PNUD, OIM, PAM, ONUSIDA, ONUDI, Chine			

Groupe thématique

GT Transversal